



EUROBAROMÈTRE 57 - RAPPORT SPÉCIAL BUREAU

L'OPINION FRANÇAISE FACE À L'UNION EUROPÉENNE, À L'ÉLARGISSEMENT ET À L'AVENIR DE L'EUROPE

Rapport rédigé pour

la Représentation en France de la Commission européenne

« Ce document ne reflète pas les vues de la Commission européenne. Toutes les interprétations et les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs »

Août 2002

EORG E.E.I.G.

111, rue Colonel Bourg – 1140 Brussels - Belgium

Tel : +32 / 2 – 775.01.12 – Fax : +32 / 2 – 761.02.75 – Email : info@eorg.be

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
I) L'IMAGE DE L'UNION EUROPÉENNE EN FRANCE	4
1.1 : Les Français et l'appartenance à l'Union européenne	4
1.2 : La connaissance des institutions européennes	6
1.3 : Le soutien à la monnaie unique	9
II) L'ATTITUDE DES FRANÇAIS FACE À L'ELARGISSEMENT	11
2.1 : De fortes résistances à l'égard de l'élargissement	11
2.2 : Quels pays doivent entrer dans l'Union européenne ?	16
2.3 : Un sentiment de faible information	18
III) L'OPINION FRANÇAISE ET L'AVENIR DE L'EUROPE	20
3.1 : Les priorités de l'Union européenne	20
3.2 : Quelles sont les actions que devrait mener l'Union ?	21
3.3 : Le débat sur l'avenir de l'Europe	23
CONCLUSION	26

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Presse et Communication, Secteur opinion publique).

La présente enquête (Eurobaromètre 57.1) a été réalisée dans les quinze pays de l'Union européenne entre le 29 mars et le 1^{er} mai 2002 par un consortium d'instituts de sondage, le European Opinion Research Group, sous la coordination générale de INRA (EUROPE), situé à Bruxelles.

Dans chaque pays, un même questionnaire (présenté en annexe) est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus. En France, l'enquête a été réalisée entre le 2 et le 29 avril 2002 par l'institut CSA-TMO. L'échantillon retenu a été de 1010 personnes, dont 99 % de nationalité française. Les données brutes ont ensuite été soumises à une pondération marginale et croisée sur la base des chiffres officiels de la population française, publiés par EUROSTAT.

Le dernier rapport spécial bureau (56.2), rédigé pour le compte de la Représentation en France de la Commission européenne, mettait l'accent sur les sources d'information utilisées par les Français pour se renseigner sur les activités de l'UE. De même, la note de synthèse publiée en juin 2002 dans la perspective du Conseil européen de Séville brossait un tableau de l'opinion européenne sur la politique d'immigration. Au vu des derniers sondages, ces analyses restent fondées. Nous avons ainsi pris le parti de ne pas revenir sur ces deux aspects et de privilégier l'examen de deux autres thématiques, l'élargissement et le débat sur l'avenir de l'Europe, qui domineront sans doute l'actualité communautaire au cours des prochains mois.

La première partie du rapport analyse le sentiment d'appartenance des Français à l'UE, leur connaissance des institutions européennes et, quatre mois après le passage à l'euro, le regard qu'ils portent sur la monnaie unique.

La deuxième partie examine l'attitude des Français à l'égard de l'élargissement de l'Union européenne, leurs souhaits sur la poursuite du processus et la manière dont ils perçoivent l'information sur cette question.

La troisième partie présente l'état de l'opinion française sur les futurs enjeux de la construction européenne, tels que le maintien des politiques communes, les nouvelles missions de l'Union et le débat sur l'avenir de l'Europe.

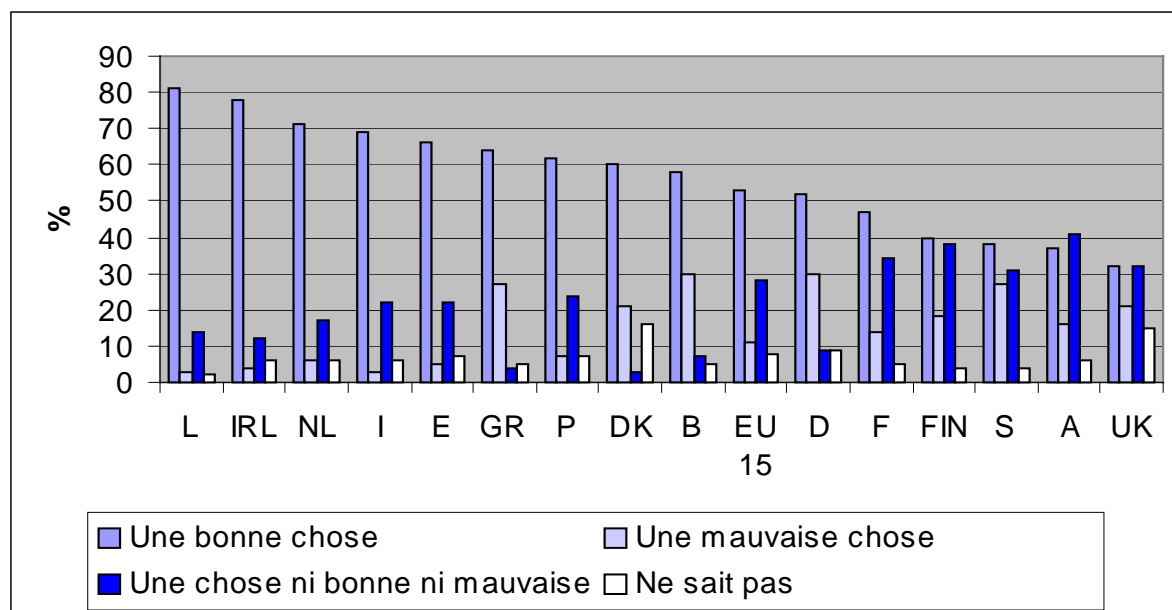
Plusieurs tableaux illustrent les principales données du présent sondage. Sauf mention contraire, les statistiques se rapportent aux personnes interrogées en France. Dans certains cas, l'opinion française est comparée à celle des autres États membres pour mettre en évidence l'existence d'une opinion commune ou, le cas échéant, d'une originalité hexagonale par rapport aux autres pays de l'UE. Les abréviations utilisées seront les suivantes : A = Autriche ; B = Belgique ; DK = Danemark ; D = Allemagne ; GR = Grèce ; E = Espagne ; F = France ; FIN = Finlande ; IRL = Irlande ; I = Italie ; L = Luxembourg ; NL = Pays-Bas ; P = Portugal ; S = Suède ; UK = Royaume-Uni ; EU-15 : moyenne des quinze États de l'Union européenne.

I) L'IMAGE DE L'UNION EUROPÉENNE EN FRANCE:

1.1 LES FRANÇAIS ET L'APPARTENANCE À L'UNION EUROPÉENNE :

D'une manière générale, les Français ont une perception favorable de l'Union européenne. En additionnant ceux pour qui celle-ci évoque une image très (9%) et plutôt positive (40%), on retrouve près de la moitié de la population (49%). Inversement, il faut noter que seuls 14% des Français en ont une image plutôt (10%) et très négative (4%). Enfin, cette image est neutre pour 33% des personnes interrogées, tandis que 4% ne se prononcent pas. Ces résultats sont quasiment identiques à la moyenne des Quinze : 49% des Européens ont ainsi une image très ou plutôt positive de l'Union, 14% une image très ou plutôt négative et 31% une image neutre (6% ne se prononcent pas).

Q. 13 : L'appartenance de votre pays à l'UE est-elle... ? (Ensemble des pays de l'UE)



Les données du dernier Eurobaromètre semblent confirmer les tendances des précédentes enquêtes. Malgré un léger recul, l'appartenance de la France à l'Union européenne est jugée positive : pour 47% (-1%) des personnes interrogées, c'est une « bonne chose », tandis que 14% (+1%) estiment qu'il s'agit d'une « mauvaise chose » ; le pourcentage de ceux qui considèrent que cette appartenance n'est « ni bonne ni mauvaise » s'élève à 34%, tandis que 5% ne se prononcent pas.

Si l'on compare ces données à l'échelle européenne, il apparaît toutefois que le jugement des Français est moins positif que celui des autres Européens. On observe ainsi un écart de 6 points entre les opinions favorables en France (47%) et la moyenne UE-15 (53%). Quant aux personnes hostiles à l'appartenance à l'UE (14%), la France se place immédiatement après des pays « eurosceptiques » comme la Suède (où ce taux s'élève à 27%), le Royaume-Uni (21%), le Danemark (16%) et l'Autriche (15%). Enfin, la principale caractéristique des Français est le fort taux d'indifférents (34%). Ce pourcentage, inférieur seulement à celui de la Finlande et de l'Autriche, se situe bien au-dessus de la moyenne UE-15 (28%).

D'autres indicateurs semblent conforter l'impression d'un léger décrochage de l'opinion française par rapport à la moyenne européenne. À la question « Tout bien considéré, estimez-vous que votre pays a bénéficié ou non de l'appartenance à l'Union européenne ? », 49% donnent une réponse positive (contre une moyenne UE-15 de 51%), 27% une réponse négative (moyenne UE-15: 25%) et 23% ne répondent pas (moyenne UE-15 : 23%).

Les résultats sont plus mitigés si l'on interroge les personnes sur les bénéfices qu'elles ont personnellement retirés de l'appartenance de leur pays à l'UE. Pour 20% des Français, cette appartenance leur a apporté des avantages, tandis que pour 17% elle a surtout été source d'inconvénients. Le résultat le plus significatif est la forte proportion de Français (50%) qui estiment que l'appartenance de leur pays à l'UE leur a apporté autant d'avantages que d'inconvénients, tandis que 13% ne se prononcent pas.

Quel est, dès lors, le degré d'attachement des Français à l'Union européenne ? 29% des personnes interrogées éprouveraient de grands regrets si elle était abandonnée, 15% un vif soulagement et 46% un sentiment d'indifférence (10% ne se prononcent pas). Là encore, les données mettent en évidence un écart avec la moyenne UE-15, où les taux s'élèvent respectivement à 34 %, 11% et 43% (12% ne se prononcent pas).

Trois conclusions semblent ainsi ressortir de cette série de sondages.

En premier lieu, **les opinions favorables à l'égard de l'Union européenne** – que ce soit au niveau des bénéfices retirés, de l'image des institutions et de la poursuite de l'intégration européenne - **sont largement supérieures aux opinions défavorables.**

Si les Français apparaissent attachés à la construction européenne, ce sentiment est cependant moins fort qu'ailleurs. On constate ainsi des écarts négatifs de 2 à 5 points par rapport à la moyenne européenne. La France tend à s'éloigner du peloton de tête des États où l'opinion manifeste une forte adhésion au projet européen. Elle se situe désormais juste devant le groupe des pays les plus réservés à l'égard de l'Union européenne.

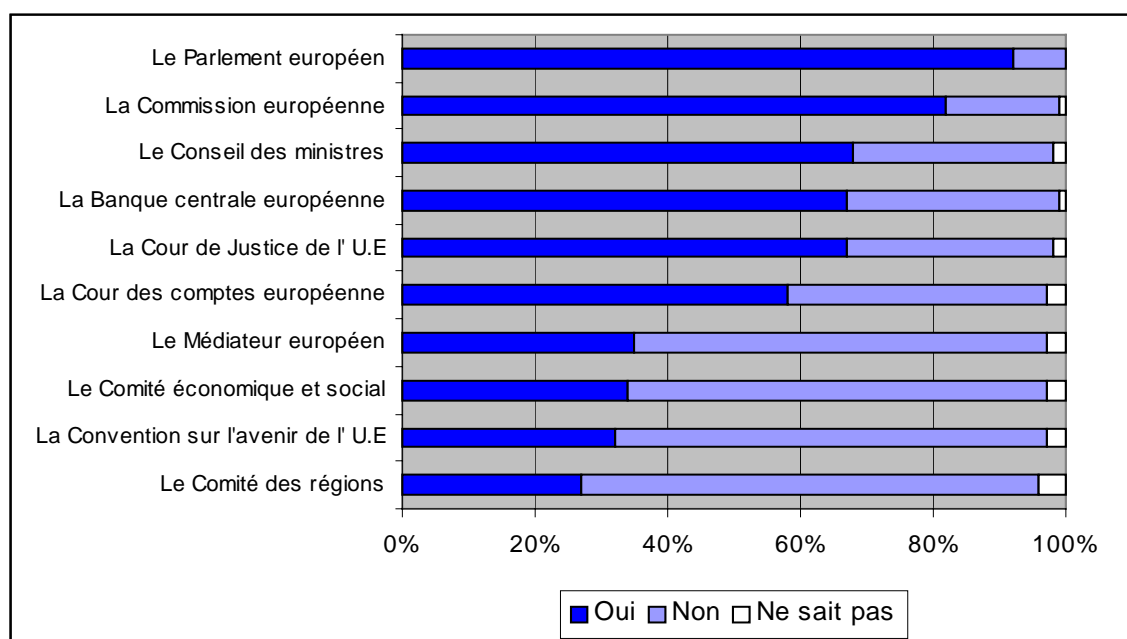
Enfin, l'opinion française se singularise par l'existence **d'un noyau dur d'indifférents** qui inclut, selon les questions, entre le tiers et la moitié de la population. Enquête après enquête, ce noyau dur tend plutôt à s'élargir.

1.2 LA CONNAISSANCE DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES :

73% des personnes interrogées affirment avoir des connaissances entre nulles et moyennes (valeurs allant de 1 à 5 sur une échelle de 1 à 10) sur l'Union européenne. Seuls 5% estiment en avoir une bonne ou une très bonne connaissance (valeurs allant de 8 à 10).

Sans poser de question explicite sur leur fonctionnement, l'Eurobaromètre mesure en outre le degré de notoriété de chacune des institutions européennes.

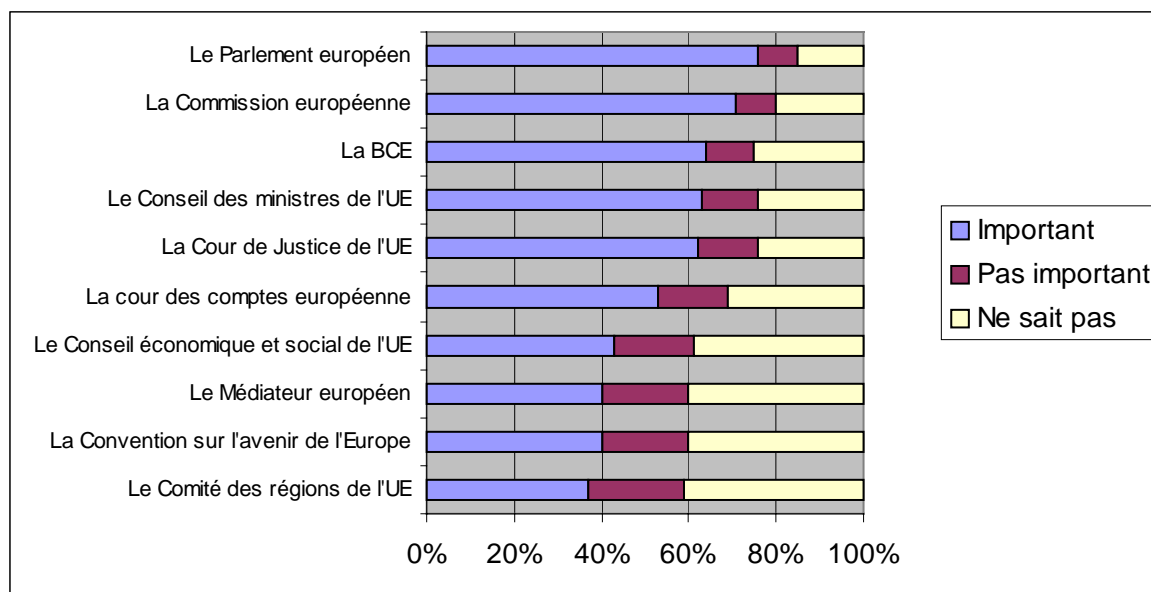
Q. 19 : Avez-vous entendu parler des institutions suivantes ?



Comme lors des précédents sondages, le Parlement, la Commission et le Conseil sont les institutions communautaires les plus connues. Respectivement 92%, 82% et 68% des personnes interrogées en ont déjà entendu parler. Suivent la Banque centrale européenne (67%), la Cour de Justice des communautés européennes (67%) et la Cour des comptes (59%). La notoriété des autres institutions demeure marginale. Près de deux personnes sur trois n'ont pas entendu parler du Médiateur européen (62%), du Comité économique et social (63%) et du Comité des régions (69%).

Quelques mois après son lancement, et malgré le fait qu'elle soit présidée par un Français, la Convention sur l'avenir de l'Europe demeure très peu connue. Seuls 32% des personnes interrogées en connaissent l'existence, contre 65% qui n'en ont jamais entendu parler. En outre, cette faible notoriété traverse les clivages géographiques. La Convention est ainsi à peu près aussi peu connue dans les grandes villes (33%), dans les villes petites et moyennes (31%) et en milieu rural (30%). De même, si l'on met de côté le cas de l'Ile-de-France (où 39% de la population a entendu parler de la Convention), il n'y a pas d'écart vraiment significatif entre le Nord (27%), l'Est (29%), l'Ouest (31%), le Sud-Ouest (33%) et le Sud (34%) de la France.

Q.20 : Selon vous, le rôle de ces institutions dans la vie l'UE est-il...?

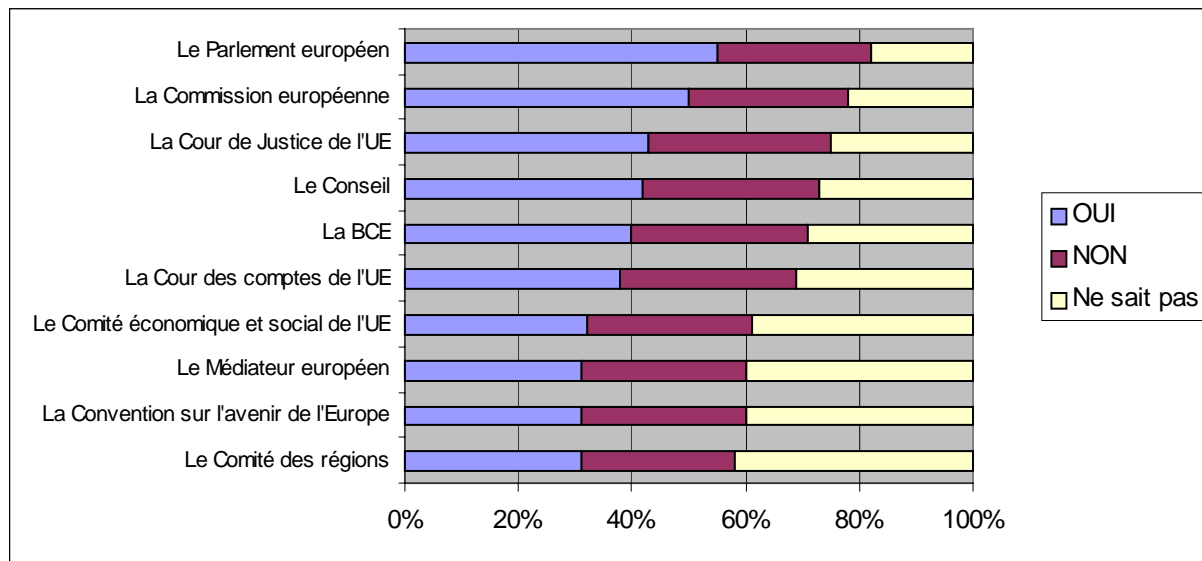


Six institutions se détachent très nettement : le Parlement européen, dont le rôle est estimé « important » par 76% des personnes interrogées (contre 9% de personnes, qui jugent son rôle « pas important »), la Commission européenne (71% contre 9%), la Banque centrale européenne (64% contre 11%), le Conseil (63% contre 13%), la Cour de Justice des communautés européennes (62% contre 14%) et la Cour des comptes (54% contre 16%).

Pour les quatre autres institutions, on remarque une correspondance entre leur faible taux de notoriété et l'appréciation portée sur leur action. Le rôle du Conseil économique et social, du Médiateur européen et du Comité des régions est certes jugé « important » par environ 40% des personnes interrogées, mais une part à peu près équivalente des sondés se dit incapable de répondre.

Notons enfin le mauvais score de la Convention sur l'avenir de l'Europe, dont le rôle est jugé « important » à peine par 40% et « pas important » par 20% des Français, tandis que 40% ne se prononcent pas.

Q. 21 : Faites-vous plutôt confiance aux institutions suivantes ?



L'indice de confiance des institutions européennes semble correspondre à leur notoriété et à la manière dont est perçu leur rôle. Ainsi, le Parlement européen recueille 55% d'opinions favorables, 27% d'opinions défavorables (18% ne se prononcent pas). Viennent ensuite la Commission (respectivement 50%, 28% et 22%), la Cour de Justice (43%, 32% et 25%), le Conseil (42%, 31% et 27%) et la BCE (40%, 31 et 28%).

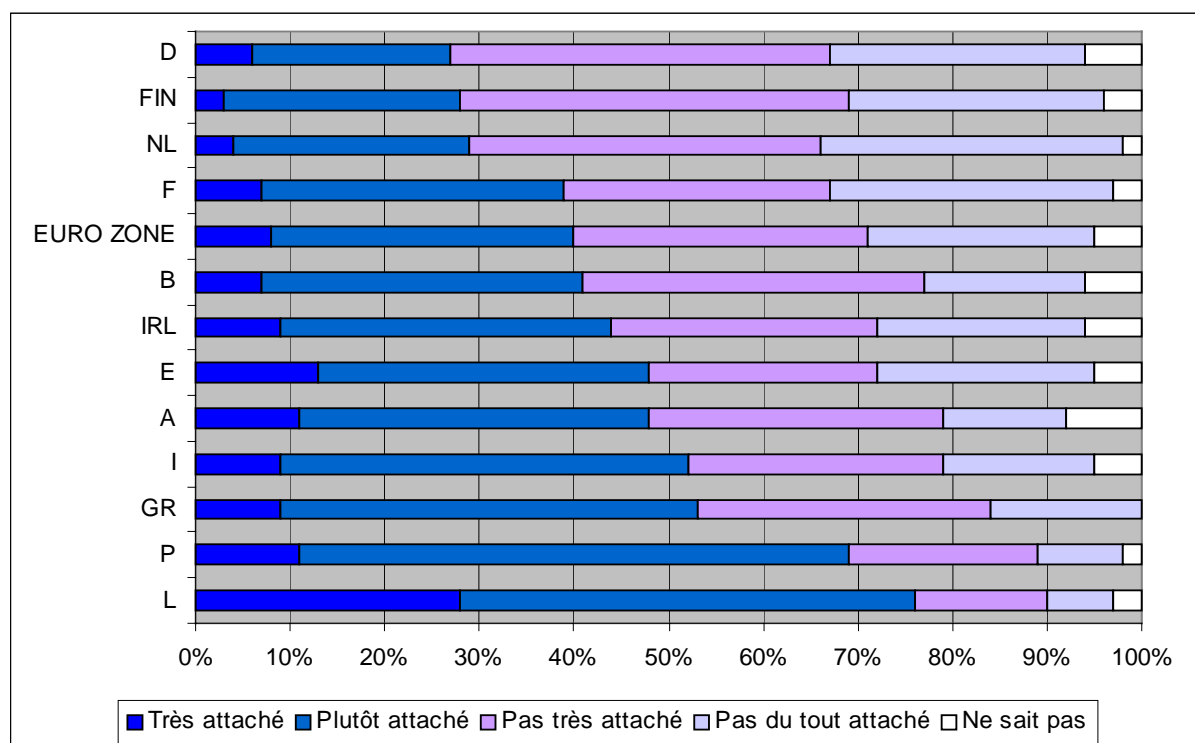
Le degré de popularité des autres institutions est plus faible : ainsi, le pourcentage de personnes qui font plutôt confiance à la Convention (31%) est à peine supérieur aux opinions défavorables (29%), tandis que 40% ne se prononcent pas. Les autres institutions les moins connues (comme le Comité économique et social, le Médiateur européen et le Comité des régions) présentent des résultats analogues.

1.3 LE SOUTIEN À LA MONNAIE UNIQUE :

L'entrée en vigueur de l'euro fiduciaire a été indéniablement un succès. 67% des Français y sont désormais favorables, alors que les opinions défavorables à l'égard de la monnaie unique ont chuté à 28% (5% ne se prononcent pas). Ces résultats sont conformes à la moyenne UE-15 (67% pour, 25% contre et 8% sans opinion), mais légèrement inférieurs à la moyenne de la zone euro (74% pour, 19% contre et 6% sans opinion).

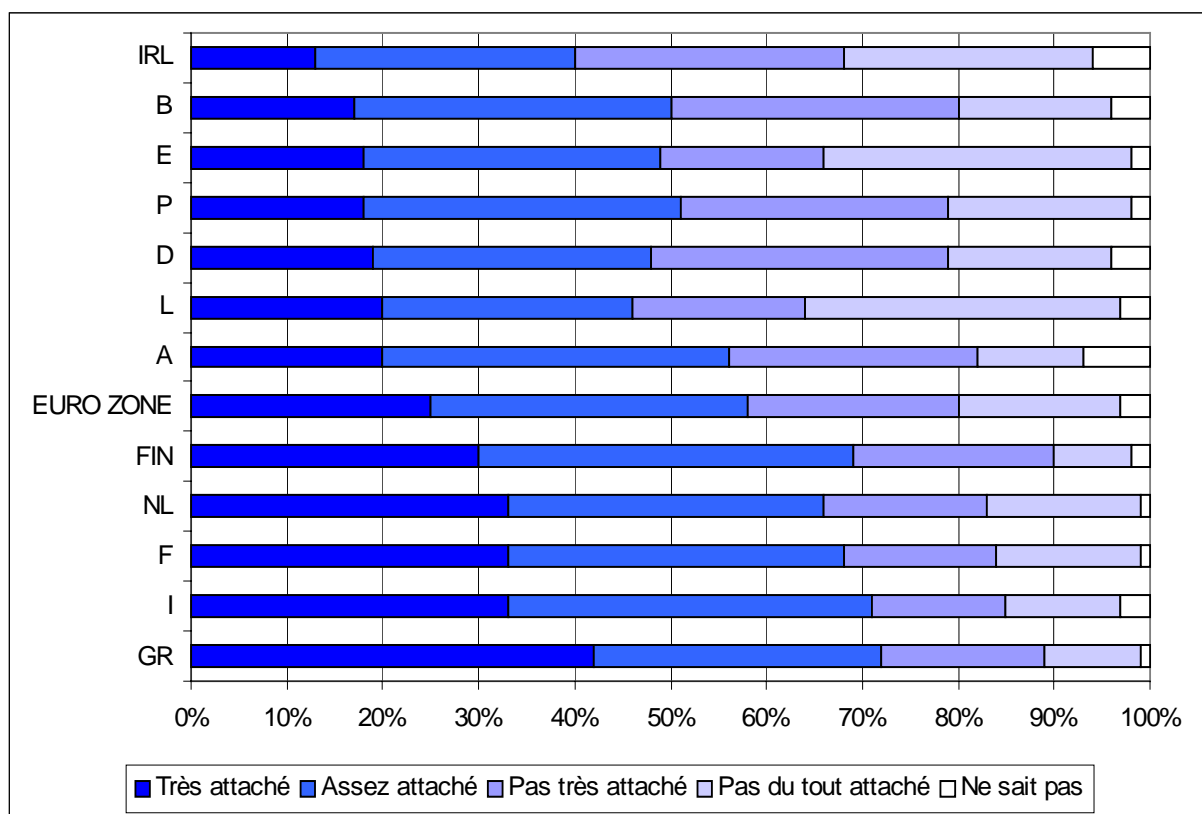
Pour une grande majorité de Français (80%), l'introduction de l'euro s'est très bien (12%) ou plutôt bien passée dans leur pays (68%). Les campagnes d'information à destination des publics sensibles semblent avoir été particulièrement efficaces : 54% des Français en ont entendu parler (contre une moyenne de 39% dans la zone euro) et 14% affirment en avoir personnellement bénéficié. Aujourd'hui, 68% des Français se sentent plutôt (52%) ou très à l'aise (16%) dans l'utilisation de la monnaie unique. Une forte proportion des personnes interrogées avoue pourtant avoir éprouvé des difficultés temporaires (51%), sur une période plus longue (21%) ou persistantes (6%). Le changement de monnaie s'est déroulé sans difficulté pour seulement 21% des Français.

Q. 72 : Dans quelle mesure vous sentez-vous personnellement attaché à la monnaie unique européenne ? (Ensemble des pays de la zone euro)



Une grande partie des Français ne se sent pas encore très attachée (28%) ou pas du tout attachée (30%) à l'euro. Les personnes plutôt et très attachées à la monnaie européenne représentent respectivement 32% et 7% du total, alors que 3% ne se prononcent pas. Ces résultats sont légèrement inférieurs à la moyenne de la zone euro, où 8% des personnes se sentent « très attachées », 32% « plutôt attachées », 32% « pas très attachées » et 23% « pas du tout attachées » à la monnaie unique européenne (5% ne se prononcent pas).

Q.73 : Dans quelle mesure vous sentez-vous personnellement encore attaché à votre ancienne monnaie nationale ? (Ensemble des pays de la zone euro)



Les Français figurent parmi les Européens les plus « nostalgiques » de leur ancienne monnaie nationale. Ils se sentent encore très (33%) ou plutôt attachés (35%) au franc. Les personnes « pas très attachées » et « pas du tout attachées » ne représentent que 16% et 15% de la population.

On ne saurait surestimer la portée de ces résultats. D'une part, la présente enquête n'a été réalisée que quatre mois après l'introduction de l'euro. La situation devrait sans doute évoluer lors des prochains sondages. D'autre part, l'attachement à l'ancienne monnaie nationale ne doit pas être considéré comme un signe d'euroscpticisme. Ainsi, les deux pays les plus nostalgiques de leur ancienne monnaie nationale, la Grèce et l'Italie, se distinguent par ailleurs par un fort sentiment d'appartenance à l'Union européenne.

En conclusion, l'euro a été globalement bien accueilli par les Français. Au-delà des difficultés qu'ils ont personnellement éprouvées lors du changement de monnaie, ils sont majoritairement favorables à la monnaie unique. Leur adhésion est cependant plus modérée que dans les autres pays de la zone euro. **L'euro est ainsi accepté, mais sans enthousiasme particulier.** Désormais dans les poches des Français, la nouvelle monnaie doit encore entrer dans leur cœur.

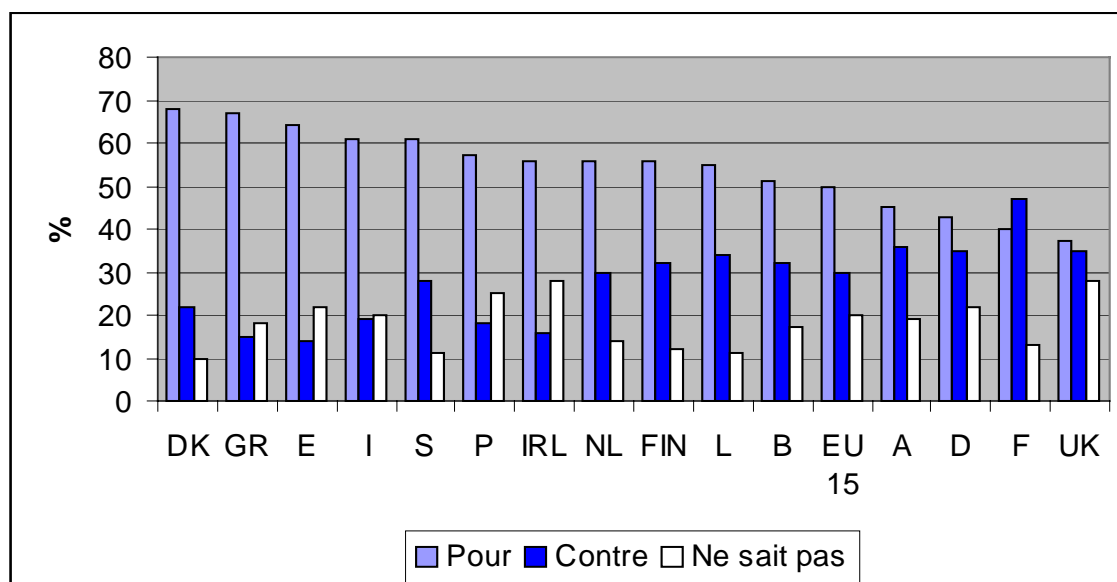
II) L'ATTITUDE DES FRANÇAIS FACE À L'ÉLARGISSEMENT

2.1 DE FORTES RÉSISTANCES À L'ÉGARD DE L'ÉLARGISSEMENT:

À moins de deux ans de la date prévue pour l'élargissement de l'UE aux pays de l'Europe centrale et méridionale, l'opinion publique française se singularise d'une manière très nette par rapport aux autres peuples européens.

À peine 17% des Français estiment que l'élargissement doit être une priorité parmi les actions de l'Union européenne (moyenne UE-15 : 27%), tandis que 75% jugent que ce ne doit pas être le cas (moyenne UE-15 : 60%).

Q. 25.4 : Êtes-vous pour ou contre l'élargissement de l'Union ? (Ensemble UE)



Seuls 40% des Français (moyenne UE-15 : 50%) se déclarent favorables à l'élargissement, alors que 47% y sont opposés (moyenne UE-15 : 30%). Il y a donc un écart négatif de 17 points par rapport à la moyenne européenne, qui fait de la France l'État membre le plus hostile à l'élargissement, loin devant l'Autriche (36% d'opinions négatives), le Royaume-Uni (35%) et l'Allemagne (35%). On constate également que le pourcentage de personnes qui n'ont pas d'avis est moins élevé (13%) que la moyenne UE-15 (20%).

En affinant l'analyse, il apparaît que les hommes (44%) sont plus favorables que les femmes (36%) à l'entrée des nouveaux pays dans l'UE. L'opposition à l'élargissement est à peu près égale (46% pour les hommes et 47% pour les femmes). Le véritable écart se situe ainsi au niveau des sans opinions (17% pour les femmes et 10% pour les hommes).

Le soutien à l'élargissement décroît en fonction de l'âge. Le pourcentage le plus élevé (56%) se rencontre ainsi parmi les 15-24 ans. Le soutien baisse ensuite à 42% pour les 25-39 ans, à 36% pour les 40-54 ans et à 30% pour les plus de 55 ans.

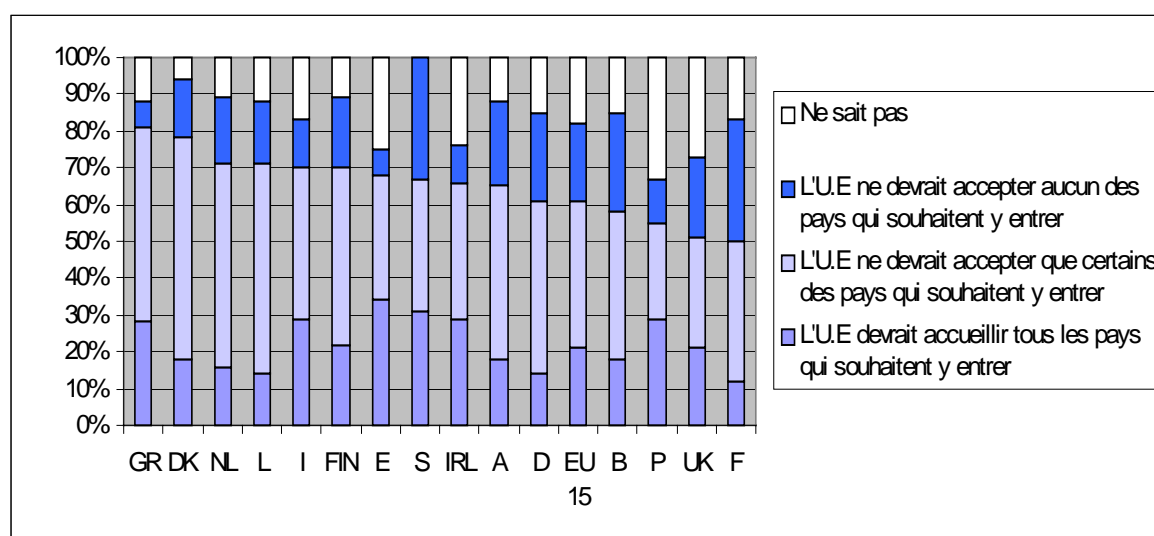
Q. 25.4 : Êtes-vous pour ou contre l'élargissement de l'Union européenne ?

	Ile-de-France	Bassin parisien	Nord	Est	Ouest	Sud/Ouest	Centre/Est	Sud
POUR	35%	37%	32%	40%	47%	55%	35%	40%
CONTRE	49%	49%	51%	45%	42%	36%	49%	51%
NE SAIT PAS	16%	14%	17%	15%	11%	9%	16%	9%

Au niveau des régions délimitées par l'enquête, seuls les habitants du Sud-Ouest sont majoritairement favorables (55%) à l'entrée de nouveaux pays dans l'Union, alors que les pourcentages tombent rapidement autour des 40% dans les autres macro-régions. On rencontre les plus forts taux d'opposition dans le Nord et dans le Bassin parisien.

Les seuls partisans déclarés de l'élargissement se recrutent parmi les étudiants, qui y sont favorables à 58%. Toutes les autres catégories socio-professionnelles y sont majoritairement hostiles, y compris les catégories disposant de hauts revenus, comme les cadres et les travailleurs indépendants. On note les plus forts taux d'opposition (59%) parmi les retraités.

Q. 35 : Laquelle de ces trois options préférez-vous pour l'avenir immédiat de l'UE ? (Ensemble UE)



Interrogés sur les modalités du processus d'élargissement, 12% des Français estiment qu'il faut accueillir tous les pays qui souhaitent adhérer à l'UE (moyenne UE-15 : 21%), 38% ne souhaitent l'entrée que de certains de ces pays (moyenne UE-15 : 40%) et 33% jugent que l'UE ne doit pas s'élargir à de nouveaux États (moyenne UE-15 : 20%). Enfin, 17% ne se prononcent pas (moyenne UE-15 : 18%). Le pourcentage de personnes opposées à tout élargissement de l'UE est donc supérieur de 13 points à la moyenne européenne.

Si l'on compare ces données à ceux des autres États membres, il apparaît que l'opposition à l'égard de l'élargissement n'est nulle part ailleurs aussi forte qu'en France.

Q. 35 (proposition 1) : « L'UE devrait s'élargir à tous les États qui souhaitent y entrer »

Espagne :	34%	Autriche :	18%
Suède :	31%	Belgique :	18%
Italie :	29%	Danemark :	17%
Portugal :	29%	Pays-Bas :	16%
Irlande :	29%	Luxembourg :	14%
Grèce :	27%	Allemagne :	14%
Royaume-Uni :	21%	France :	12%
Finlande :	22%		

Q. 35 (proposition 3) : « L'UE ne devrait s'élargir à aucun État supplémentaire »

France :	33%	Luxembourg :	17%
Suède :	33%	Danemark :	16%
Belgique :	27%	Italie :	13%
Allemagne :	25%	Portugal :	12%
Autriche :	23%	Irlande :	10%
Royaume-Uni :	22%	Grèce :	7%
Finlande :	19%	Espagne :	7%
Pays-Bas :	18%		

Q. 35 (somme propositions 2 et 3) : « l'UE devrait s'élargir à tous ou les États qui souhaitent y entrer » + « L'UE ne devrait accueillir que certains des États candidats »

Grèce :	81%	Irlande :	66%
Danemark :	78%	Autriche :	64%
Pays-Bas :	71%	Allemagne :	61%
Luxembourg :	71%	Belgique :	58%
Italie :	70%	Portugal :	55%
Finlande :	70%	Royaume-Uni :	51%
Espagne :	68%	France :	50%
Suède :	67%		

Q. 38 : « Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec ces propositions ? »

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Ne sait pas
« Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne »	73% Moy. UE-15 : 65%	18% Moy. UE-15 : 19%	9% Moy. UE-15 : 16%
« Avec plus de pays membres, l'Europe sera plus riche sur le plan culturel »	64% Moy. UE-15 : 61%	24% Moy. UE-15 : 20%	12% Moy. UE-15 : 19%
« Plus l'UE aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde »	60% Moy. UE-15 : 63%	26% Moy. UE-15 : 19%	14% Moy. UE-15 : 18%
« L'Union européenne doit réformer le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux membres »	57% Moy. UE-15 : 55%	17% Moy. UE-15 : 14%	26% Moy. UE-15 : 31%
« Quand d'autres pays auront rejoint l'UE, notre pays recevra d'elle moins d'aides financières »	51% Moy. UE-15 : 49%	26% Moy. UE-15 : 25%	23% Moy. UE-15 : 26%
« Plus il y aura de pays membres, plus il y aura de chômage dans notre pays »	48% Moy. UE-15 : 41%	36% Moy. UE-15 : 37%	16% Moy. UE-15 : 22%
« Après l'élargissement à de nouveaux pays, notre pays aura moins d'importance en Europe »	47% Moy. UE-15 : 39%	43% Moy. UE-15 : 44%	10% Moy. UE-15 : 17%
« Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus la paix et la sécurité seront garanties en Europe »	44% Moy. UE-15 : 53%	44% Moy. UE-15 : 31%	12% Moy. UE-15 : 16%
« L'Union européenne devrait aider financièrement les futurs États membres, même avant leur adhésion »	27% Moy. UE-15 : 29%	58% Moy. UE-15 : 51%	15% Moy. UE-15 : 30%
« L'élargissement ne coûtera pas plus cher aux États membres comme le nôtre »	23% Moy. UE-15 : 26%	59% Moy. UE-15 : 51%	18% Moy. UE-15 : 23%

La perception des conséquences de l'élargissement fait pencher la balance du côté négatif. Les personnes interrogées semblent redouter tout particulièrement une complexification du mécanisme institutionnel, une baisse des aides financières accordées par l'UE et une hausse du chômage. Pour autant, ils perçoivent également les avantages induits par l'élargissement, comme l'apport culturel des États candidats ou le renforcement de l'Europe sur la scène internationale.

Par rapport aux personnes interrogées dans les autres pays de l'Union, les Français sont plus sensibles à certains thèmes, comme la perte d'importance de leur pays (47% de « plutôt d'accord » contre une moyenne UE-15 de 39%), la crainte d'une hausse du chômage (48% contre une moyenne UE-15 de 41%) et le rayonnement culturel qui résultera en Europe de l'entrée de nouveaux pays (64% contre une moyenne UE-15 de 61%). En revanche, ils sont moins touchés par l'argument selon lequel l'élargissement accroîtrait la paix et la sécurité sur le continent européen (44% contre une moyenne UE-15 de 53%). Enfin, l'on constate qu'en France le pourcentage des « sans opinion » est sensiblement moins élevé par rapport à la moyenne européenne.

L'analyse des craintes suscitées par l'élargissement peut être affinée en isolant plusieurs critères, comme l'appartenance géographique ou socio-professionnelle.

La crainte du chômage :

Selon 63% des retraités, 51% des ouvriers, 49% des travailleurs indépendants, 42% des cadres et 33% des étudiants, l'entrée de nouveaux pays va se traduire par un surcroît de chômage. Le pourcentage d'inquiets est plus élevé dans les villes petites et moyennes (54%) et à la campagne (48%) que dans les grandes villes (43%).

Le coût de l'élargissement :

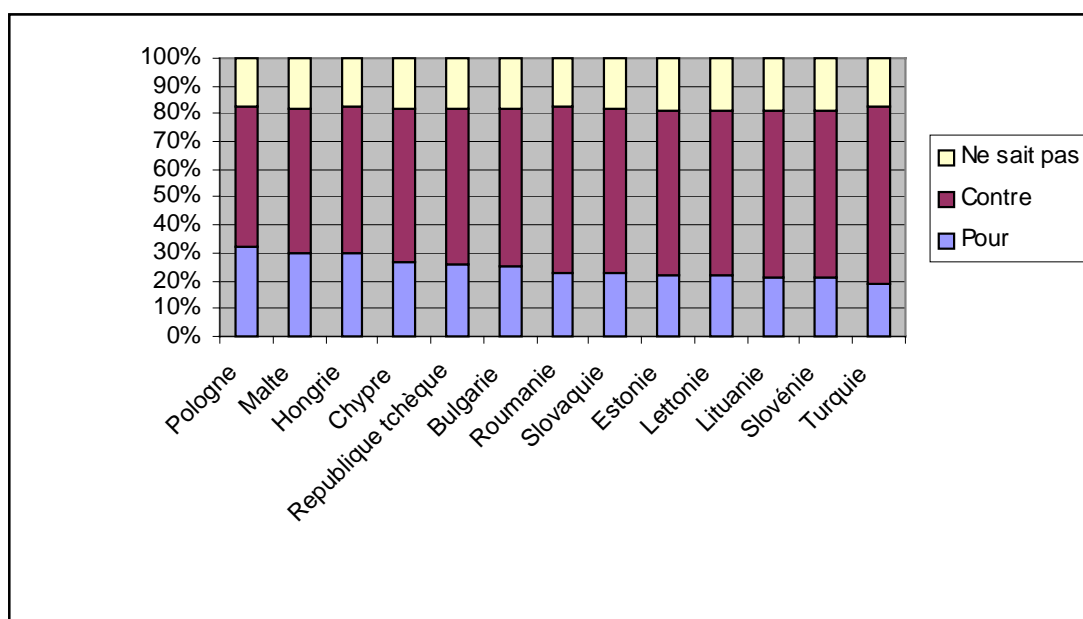
Selon 60% des retraités, 52% des cadres, 51% des ouvriers, 50% des travailleurs indépendants et 47% des étudiants, la France recevra moins d'aides financières à la suite de l'élargissement. Cette crainte est partagée surtout à la campagne (56%) et dans les villes petites et moyennes (47%) plus que dans les grandes villes (51%). 59% des personnes interrogées estiment ainsi que l'Union européenne ne devrait pas aider les pays candidats avant leur adhésion. Seuls 16% des habitants des villes moyennes, 25% des habitants des grandes villes et 27% de ceux qui habitent à la campagne considèrent que l'élargissement n'entraînera aucune dépense supplémentaire pour les États de l'Union.

La paralysie des institutions :

Pour 73% des Français, il sera plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne, à la suite de l'élargissement. Cette opinion est partagée, sans différence significative, par l'ensemble des catégories socio-professionnelles. La nécessité d'une réforme institutionnelle préalable à l'élargissement est mise en avant par 60% des Français. On remarquera toutefois le taux assez élevé (26%) des personnes qui n'ont pas d'avis sur cette dernière question.

2.2 QUELS PAYS DOIVENT ENTRER DANS L'UNION EUROPÉENNE ?

Q. 36a : Etes-vous pour ou contre l'entrée de ces pays dans l'UE ?



Aucun des pays candidats ne recueille plus d'avis favorables que d'avis défavorables à son entrée dans l'Union européenne. Dans l'ordre, 32% des Français souhaitent l'entrée de la Pologne (contre 51% qui y sont opposés), 30% celle de Malte (contre 52%), 30% celle de la Hongrie (contre 53%), 27% celle de Chypre (contre 55%), 26% celle de la République Tchèque (contre 57%), 25% celle de la Bulgarie (contre 57%), 23% celle de la Slovaquie et de la Roumanie (contre 59%), 22% celle de l'Estonie et de la Lettonie (contre 59%), 21% celle de la Lituanie (contre 60%), 21% celle de la Slovénie (contre 60%) et à peine 19% celle de la Turquie (contre 64%).

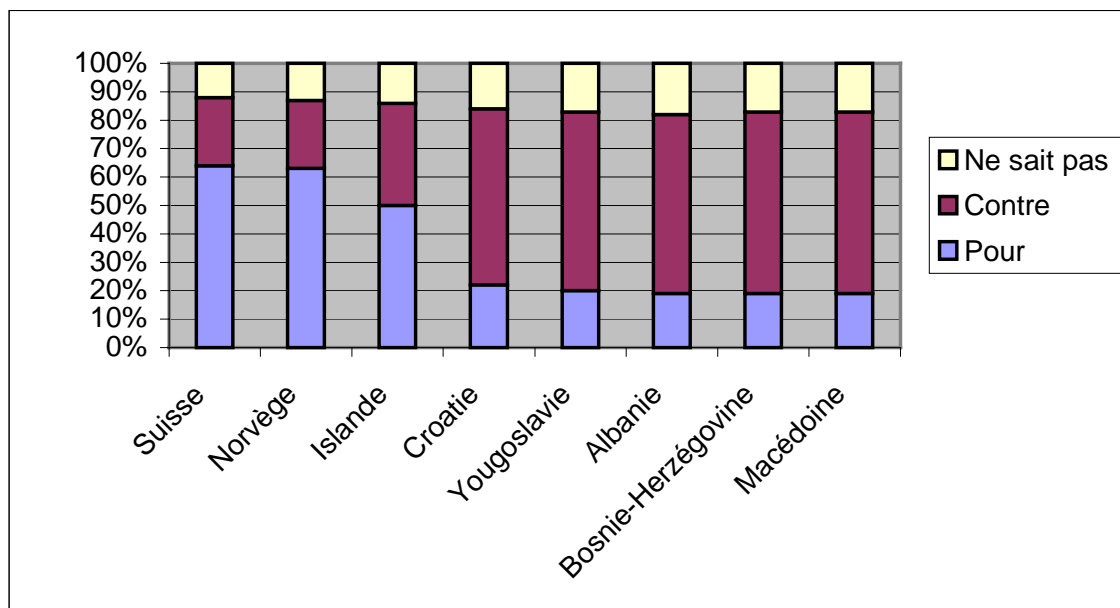
L'opinion française présente trois originalités par rapport à celle des autres États membres.

D'une part, aucun État candidat ne recueille plus de 40% d'opinions favorables à leur entrée. Dans les autres pays de l'UE, ce seuil est généralement franchi par une bonne partie des candidats (à l'exception notable de la Turquie). À titre d'exemple, 40% des Allemands sont favorables à l'entrée de la Pologne dans l'Union, malgré les craintes d'un fort afflux de travailleurs immigrés.

D'autre part, l'opinion française se distingue par la faiblesse des écarts entre les pays candidats. La plupart des États membres entretient des relations privilégiées avec un ou plusieurs des pays appelés à rejoindre l'Union. Le plus souvent, il s'agit des pays voisins ou liés par un passé commun. Ainsi, 89% des Grecs souhaitent l'entrée de Chypre et 60% des Autrichiens celle de la Hongrie. En revanche, on constate l'absence de pics dans l'opinion française, qui ne manifeste pas une préférence pour un ou plusieurs des pays candidats.

Enfin, le taux d'indécis est sensiblement plus bas en France que dans les autres États. Il s'élève généralement entre 16 et 19% des personnes interrogées, alors que la moyenne UE-15 se situe entre 22 et 25%.

Q. 36b : Etes-vous pour ou contre l'entrée de ces pays dans l'UE ?



Parmi les États qui, pour l'instant, ne sont pas candidats à l'entrée dans l'Union européenne, les Français plébiscitent la Suisse (64% d'opinions favorables contre 24% d'opinions défavorables à son entrée), la Norvège (62% contre 24%) et l'Islande (50% contre 36%).

Ils sont en revanche beaucoup plus réservés sur une éventuelle entrée des États balkaniques :

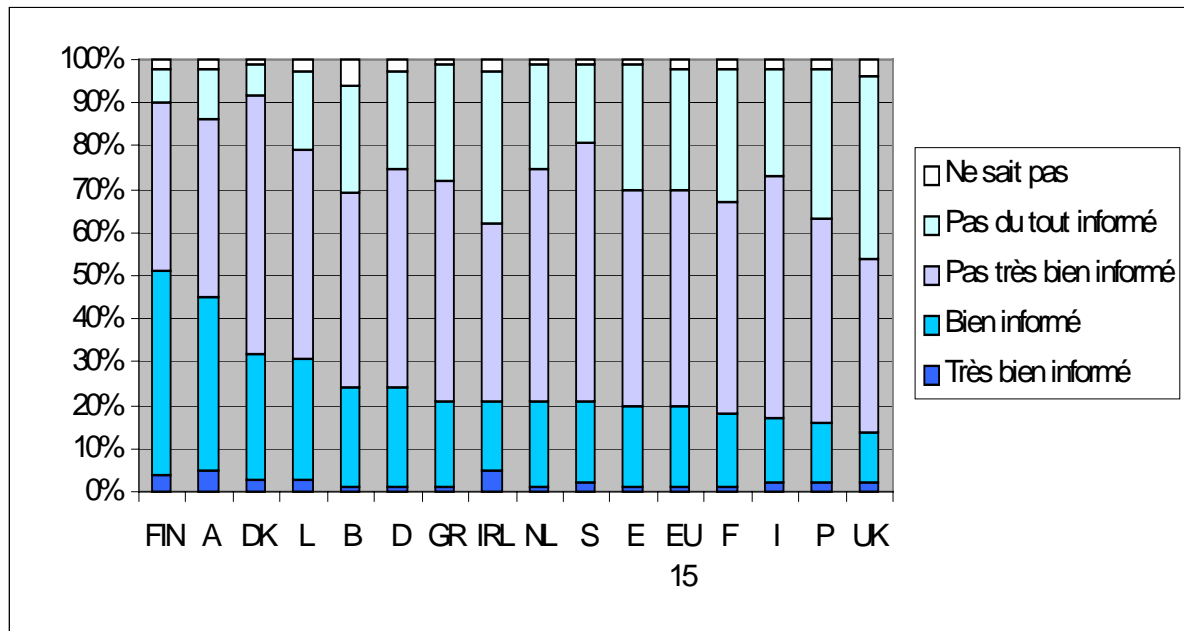
	Pour	Contre
Croatie	22%	62%
République de Yougoslavie	20%	63%
Albanie	19%	63%
Bosnie-Herzégovine	19%	64%
Macédoine	19%	64%

Si cette tendance générale se retrouve dans les autres États membres, l'opinion française se singularise par un écart négatif d'environ 10 points par rapport à la moyenne européenne.

2.3 UN SENTIMENT DE FAIBLE INFORMATION :

Q. 39 : Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé sur l'élargissement ?

(Ensemble UE)



D'une manière générale, les habitants de l'Union européenne se sentent mal informés sur les enjeux de l'élargissement. La France ne fait pas exception à la règle. Seul 1% de la population se sent « très bien informé » et 17% « bien informé ». Si on additionne le pourcentage des personnes « pas très bien informées » (49%) et « pas du tout informées » (31%), on parvient à un total de 80%.

Au niveau européen, les Français ne se classent qu'au-dessus des Britanniques, des Portugais et des Italiens. On veillera cependant à ne pas accorder trop d'importance à ce classement. D'une part, le sentiment d'information des Français est très proche de la moyenne UE-15 (1% de « très bien informés », 19% de « bien informés », 49% de « pas très bien informés » et 27% de « pas du tout informés »). Rappelons d'autre part que ces comparaisons reposent sur une appréciation subjective (le sentiment d'information) et non pas sur une analyse détaillée de l'information effectivement émise dans les différents pays.

Si l'on affine l'analyse au niveau français, on constate que le sentiment d'être peu ou mal informé est partagé dans toutes les couches de la population. Les écarts entre les catégories socio-professionnelles sont ainsi moins prononcés que sur d'autres thèmes.

Q 39 : Pourcentage des personnes « pas très bien » et « pas du tout informées ».

	Pas très bien informés	Pas du tout informés	TOTAL
Employés	54%	32%	86%
Ouvriers	30%	53%	83%
Etudiants	50%	30%	80%
Retraités	43%	36%	79%
Travailleurs indépendants	54%	22%	76%
Cadres	47%	20%	67%

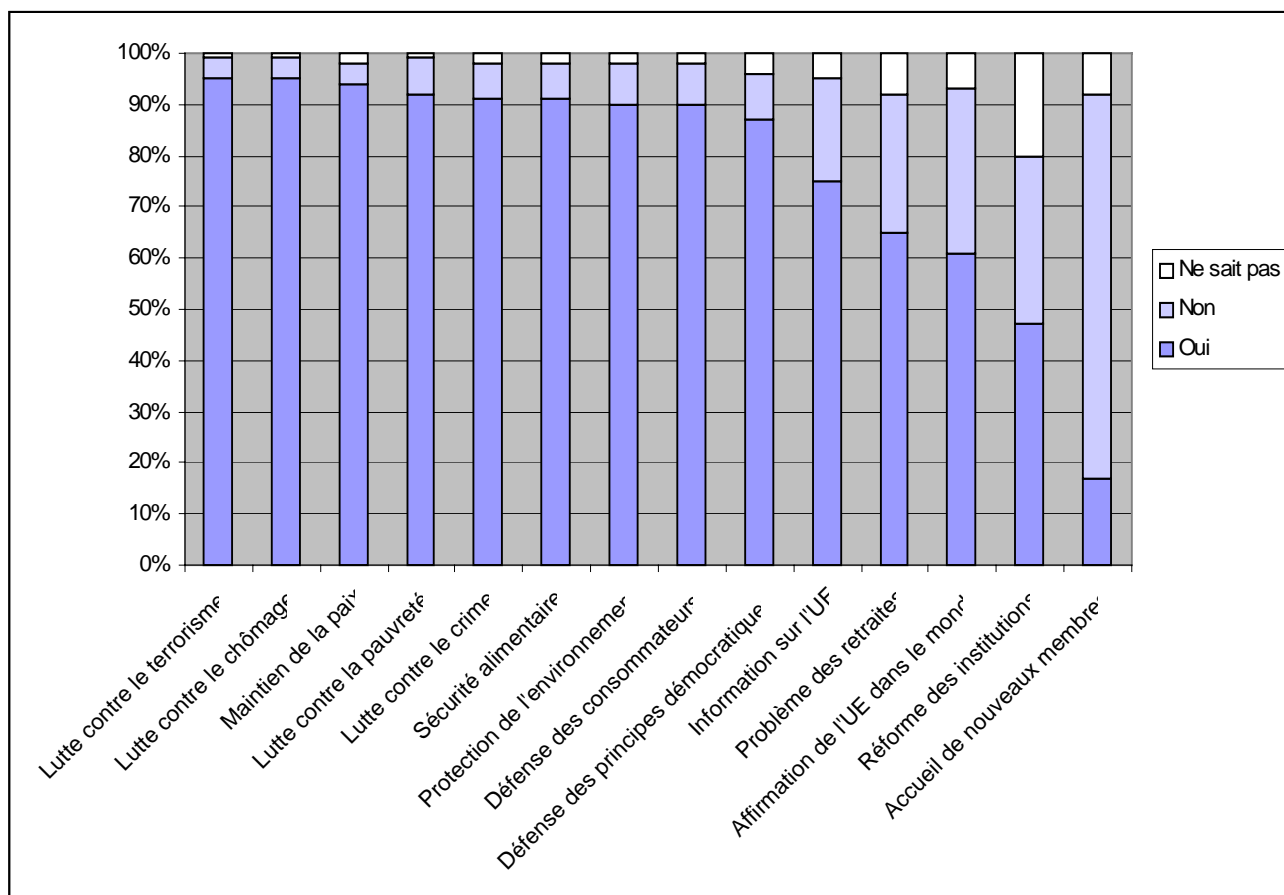
Les personnes qui s'estiment bien informées sur l'élargissement sont plus nombreuses dans les grandes villes (21%) et dans les villes petites et moyennes (19%) qu'à la campagne (11%). L'opposition ville/campagne ne décrit toutefois qu'une partie de la réalité. Ainsi, les personnes « pas du tout informées » sont aussi nombreuses en milieu rural (34%) que dans les villes petites et moyennes (35%). La ligne de séparation passe plutôt entre d'un côté les habitants des grandes villes (où la somme des « peu » et des « pas du tout » informés atteint 65%) et de l'autre les habitants des villes moyennes (79%) et des campagnes (85%).

En matière d'élargissement, **l'opinion française manifeste des résistances qui n'ont pas d'égal en Europe**. S'agit-il de résistances passagères ou d'un début de radicalisation de l'opinion ? Le faible nombre d'indécis, qui constitue l'autre originalité française, fait plutôt pencher pour la deuxième hypothèse. Pour l'heure, les actions d'information ne semblent pas avoir joué un rôle déterminant. **Quatre Français sur cinq s'estiment ainsi mal ou très mal renseignés sur les modalités pratiques et les conséquences de l'élargissement**. Enfin, ce sentiment de désinformation est fortement partagé au sein de la population et n'évolue pas de manière significative en fonction des classes socio-professionnelles.

III) L'OPINION FRANÇAISE ET L'AVENIR DE L'EUROPE

3.1 LES PRIORITÉS DE L'UNION EUROPÉENNE :

Q. 26 : Quelles sont, selon vous, les actions que l'UE devrait mener en priorité ?



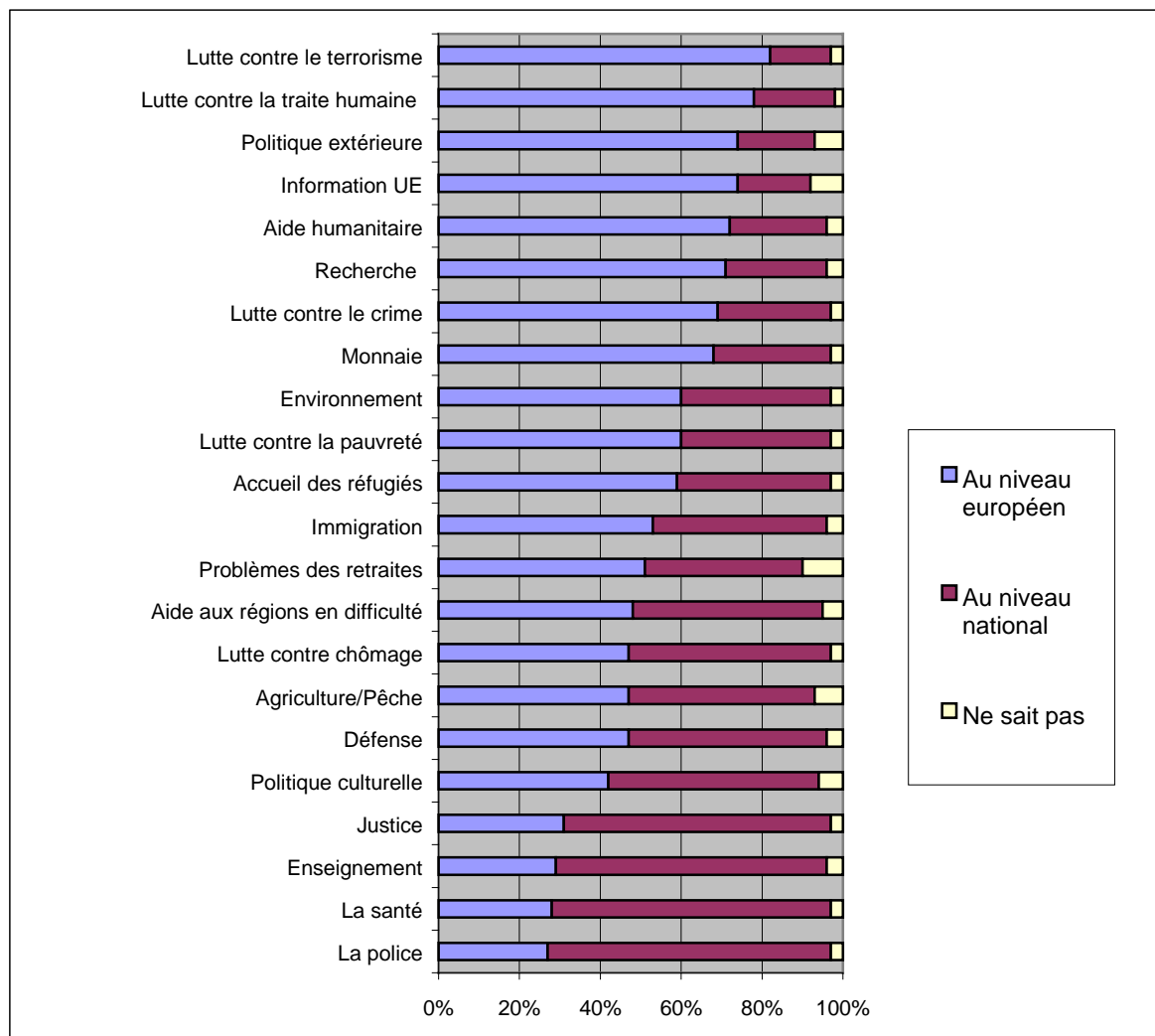
Les Français classent aux premières places la lutte contre le terrorisme et la lutte contre le chômage, considérées comme des priorités par 95% des personnes interrogées. Viennent ensuite la préservation de la paix et de la sécurité en Europe (94%), la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (92%), la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue (90%), la sécurité alimentaire (91%), la protection de l'environnement (90%), la défense des consommateurs (89%) et la défense des principes démocratiques en Europe (87%).

On franchit ensuite un palier. L'information sur l'Union européenne, le problème des retraites, l'affirmation de l'importance de l'UE dans le monde et la réforme des institutions européennes sont perçues comme une priorité par 75%, 65%, 61% et 52% des Français.

L'accueil de nouveaux membres arrive très largement à la dernière place. Seuls 17% des personnes interrogées estiment que ce devrait être une priorité pour l'Union européenne, alors que 83% pense le contraire. Il existe donc un décalage très net entre les priorités mises en avant par les institutions communautaires (la réforme des institutions et l'élargissement) et la manière dont celles-ci sont perçues par la population française.

3.2 QUELLES SONT LES ACTIONS QUE DEVRAIT MENER L'UNION ?

Q. 24 : Dans les domaines suivants, pensez-vous que les décisions doivent être prises au niveau européen ou au niveau national ?



L'actualité des derniers mois a sans aucun doute modifié les attentes des Français à l'égard de l'Union européenne. Ils sont ainsi de plus en plus nombreux à souhaiter que les décisions soient prises de manière conjointe par les États européens au sein de l'UE, notamment contre le terrorisme (82% d'opinions favorables à un transfert de compétences), le trafic et l'exploitation des êtres humains (78%) et le crime organisé (69%).

Le niveau européen est aussi perçu comme le plus pertinent pour ce qui concerne la politique extérieure (75% d'opinions favorables), l'information sur l'UE, ses institutions et ses politiques (75%), l'aide humanitaire (72%), la recherche scientifique et technologique (71%), la monnaie (68%) et la protection de l'environnement (60%).

La position des Français a également évolué sur la question de l'immigration : 53% des personnes interrogées souhaitent que les décisions soient prises d'une manière conjointe, tandis que 43% préfèrent que les États conservent cette compétence. En matière d'asile politique, 54% des Français souhaitent que les règles soient fixées au sein de l'Union européenne, contre 41% qui désirent les établir au niveau national.

En revanche, les Français ne plébiscitent pas l'Union européenne dans les domaines où celle-ci est déjà compétente. La politique régionale et la politique agricole commune offrent deux exemples symptomatiques : les partisans du maintien de ces politiques au niveau européen (47%) sont aussi nombreux que les adeptes d'une renationalisation (47%).

En matière de politique sociale, le sentiment général est très contrasté : si 60% des Français souhaitent que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale soit menée au sein de l'UE, les opinions favorables à une délégation de souveraineté baissent ensuite à 51% pour les problèmes des retraites, à 47% pour la lutte contre le chômage et à 28% pour la santé.

Dans les autres domaines qui relèvent de la souveraineté nationale, seule une minorité de Français souhaite un transfert au niveau européen : 47% pour la défense, 42% pour la politique culturelle, 31% pour la justice, 29% pour l'enseignement et 27% pour la police.

3.3 LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'EUROPE :

Les sondages de l'Eurobaromètre 57.1 ont été réalisés au mois d'avril, deux mois après le début des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Nous avons vu plus haut que l'existence de cette assemblée n'était connue que par 32% des personnes interrogées et que seuls 20% estimaient qu'elle jouait un rôle important.

LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION :

Le fonctionnement de l'Union européenne fait l'objet d'une appréciation contrastée. 73% des Français estiment que l'élargissement le rendra plus compliqué. Ils ne sont toutefois que 52% à considérer comme une priorité la réforme des institutions européennes.

La formulation des questions sur la prise de décision n'est pas sans incidence.

Si l'on met en avant l'augmentation du nombre d'États de l'UE, 38% des Français sont favorables à ce que les décisions de l'Union soient prises à la majorité des États, 31% défendent le principe de l'unanimité, 15% répondent spontanément que cela dépend des domaines et 15% ne se prononcent pas.

Si l'on met en avant la défense des intérêts nationaux, 51% des Français souhaitent en revanche que leur pays conserve un droit de veto « pour les décisions les plus importantes ou les plus sensibles ». Ils ne sont que 28% à souhaiter son abandon pour rendre plus efficace le fonctionnement de l'Union, tandis que 21% ne s'expriment pas.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE :

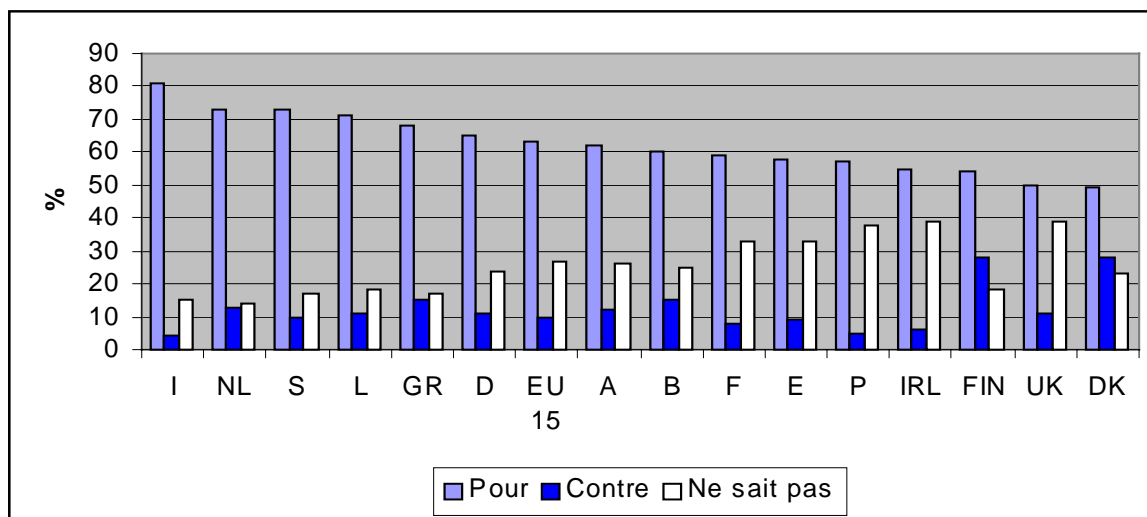
Interrogés sur la mise en place d'une politique étrangère commune des États membres vis-à-vis des autres pays, les Français s'y disent favorables à 60% et hostiles à 28% (11% ne savent pas). La mise en place d'une politique de sécurité et de défense commune recueille les faveurs de 71% des Français contre 21% d'opinions hostiles (et 8% d'indécis).

L'IMPÔT EUROPÉEN :

Seuls 26% des personnes interrogées se disent favorables au principe d'une contribution versée directement à l'Union européenne, alors que 46% s'y disent hostiles. En la matière, le fort taux des « sans opinion » (28%) est également très révélateur.

LA CONSTITUTION EUROPÉENNE :

Q. 40 : Pensez-vous que l'UE doit avoir une Constitution ? (Ensemble UE)



En France, le principe d'une Constitution de l'Union européenne semble largement accepté : il recueille 59% d'opinions positives et à peine 8% d'opinions négatives, tandis que 32% ne se prononcent pas. Malgré un faible écart négatif, ces résultats ne sont pas très éloignés de la moyenne UE-15, où les pourcentages s'élèvent respectivement à 63%, 10% et 27%.

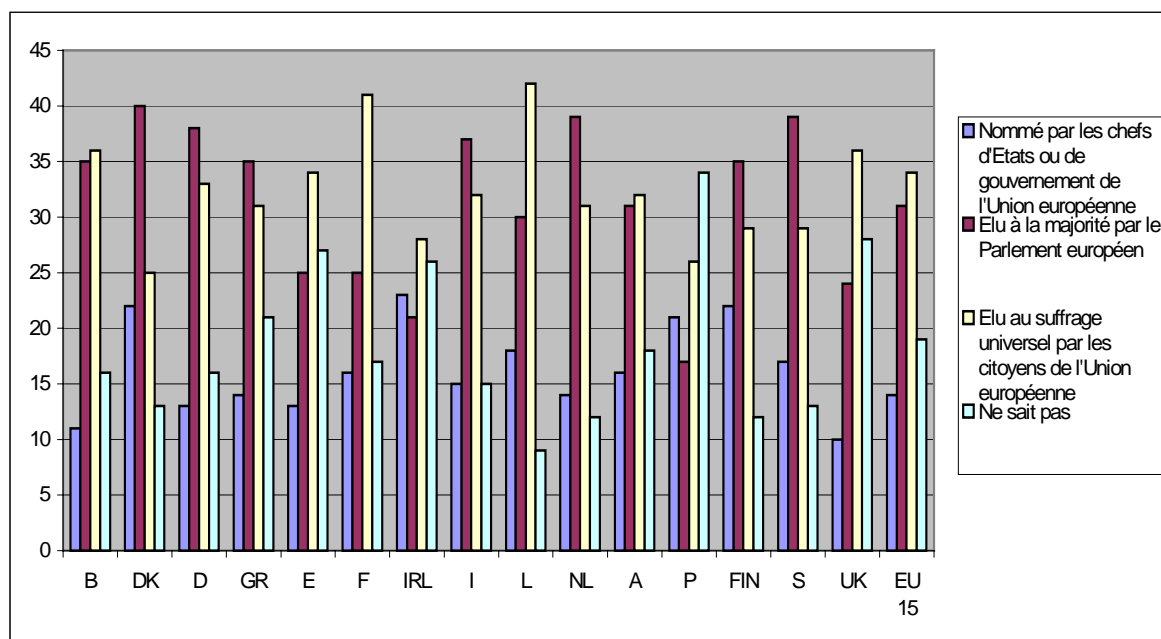
L'analyse des résultats ne met en évidence aucun écart particulier au sein de la population française. Au niveau des classes d'âge, 59% des 15-24 ans, 58% des 25-39 ans, 62% des 40-54 ans et 58% des plus de 55 ans pensent ainsi que l'UE devrait avoir une Constitution. De même, il n'y a pas de différence vraiment marquée entre les habitants des campagnes (favorables à 64%), ceux des villes moyennes (58%) et ceux des grandes villes (56%).

Le seul facteur discriminant se situe ainsi au niveau des « sans avis », comparativement plus nombreux chez les femmes (38%) par rapport aux hommes (27%) et chez les personnes disposant des revenus les plus faibles (39%) par rapport aux plus hauts revenus (25%).

LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

Q. 41 : Selon vous, le président de la Commission européenne devrait être... ?

(Ensemble UE)



Interrogés sur le mode de désignation du président de la Commission européenne, les Français se prononcent à 41% pour une élection directe par les citoyens, à 26% pour une élection par la majorité du Parlement européen et à 16% par une nomination par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne.

La préférence pour l'élection directe du président de la Commission est une originalité de l'opinion française. On observe en effet un écart positif de 7 points par rapport à la moyenne UE-15 (34% d'opinions favorables à l'élection au suffrage universel)

En conclusion, le débat sur l'avenir de l'Europe ne semble pas véritablement engagé dans l'opinion française. À cet égard, la faible notoriété de la Convention est particulièrement révélatrice. D'une manière générale, **les Français semblent toutefois favorables à un plus fort degré d'intégration.** Ils prônent le transfert au niveau européen de compétences comme la politique extérieure, la défense et la lutte contre le crime organisé. En matière institutionnelle, l'attention des Français semble se polariser autour de questions clairement identifiées, comme la Constitution européenne et l'élection directe du président de la Commission, pour lesquelles ils manifestent une forte adhésion. Ils paraissent en revanche moins attentifs aux autres débats en cours, comme la réforme des institutions ou le mode de décision, où l'on constate de forts flottements en fonction des questions posées.

CONCLUSION

Les résultats de l'Eurobaromètre 57.1 offrent un aperçu contrasté de l'opinion française.

La moitié de Français ont une image plutôt (40%) ou très (9%) favorable de l'Union européenne. De même, 49% des personnes interrogées estiment que la France a profité de son appartenance à l'UE. La monnaie unique emporte ainsi l'approbation de 67% des Français, sans cependant susciter d'enthousiasme.

Si l'euroscepticisme semble généralement en baisse, la France se singularise toutefois par un nombre très élevé d'indifférents, qui inclut entre le tiers et la moitié de la population. Aux yeux de ces personnes, l'image de l'UE n'est « ni bonne ni mauvaise » et l'appartenance de la France à l'UE s'est traduite par autant d'avantages que d'inconvénients.

Le degré de notoriété des institutions européennes est extrêmement divers. Une large majorité de Français ont entendu parler du Parlement, de la Commission, du Conseil, de la BCE et de la Cour de Justice des communautés européennes. Les autres institutions restent en revanche très peu connues. Enfin, le fonctionnement de l'UE demeure largement mystérieux.

Les résultats sont encore plus mitigés si l'on se penche sur les deux thèmes considérés comme des priorités par les institutions européennes, l'élargissement et l'avenir de l'Europe.

En matière d'élargissement, il existe indiscutablement une spécificité de l'opinion française : l'opposition à l'entrée de nouveaux pays n'est nulle part aussi forte qu'en France. 33% des Français estiment ainsi que l'Union ne devrait s'élargir à aucun Etat supplémentaire. Aucun des Etats candidats n'obtient plus de 32% d'opinions favorables à son entrée.

Cette hostilité mérite aujourd'hui une analyse plus précise. Certes, 80% des Français se sentent peu ou pas du tout informés sur les modalités et les conséquences de l'élargissement. Cependant, ils n'hésitent plus à prendre parti sur l'élargissement, le plus souvent pour marquer leur opposition. L'originalité française réside ainsi dans le faible nombre des « sans avis ». La phase de l'indifférence s'est achevée. A l'approche de l'échéance, on assiste sans doute à un phénomène de radicalisation de l'opinion publique.

Cette méconnaissance profonde des enjeux et conséquences de l'élargissement provoque une crispation des oppositions. L'absence de débat public organisé à deux ans de l'élargissement ne permet pas à ses partisans de s'exprimer efficacement. La situation devrait cependant évoluer au cours des prochains mois. Les institutions européennes ne disposent donc que d'un laps de temps limité pour susciter un sentiment d'empathie à l'égard des pays candidats. Dans ce contexte, on peut inciter à certaines actions considérées déjà comme très urgentes à la rentrée 2001, telles que l'information des journalistes, les émissions sur l'élargissement, la diffusion d'argumentaires. La campagne sur l'euro, mise en œuvre par les pouvoirs publics, a montré qu'il était possible, dans certaines conditions, de mener une action de communication efficace auprès du grand public. Pour l'heure, aucune action comparable n'a été lancée pour expliquer les enjeux et les modalités de l'élargissement.

Le même constat vaut pour la Convention sur l'avenir de l'Europe. Malgré l'écho médiatique qui a entouré son lancement, elle demeure très peu connue. Seuls 32% des Français sont au courant de son existence. Cette méconnaissance traverse en outre les clivages géographiques et sociaux. Contrairement aux vœux de ses promoteurs, la Convention ne joue pas encore suffisamment son rôle de catalyseur du débat démocratique. Cela apparaît préoccupant à mesure que le débat rentre dans sa phase décisive.

Si l'on examine les thèmes au cœur du débat, l'opinion des Français n'est pas très éloignée de celles des autres Européens. Interrogés sur les priorités de l'Union, ils souhaitent davantage d'intégration dans certains domaines, tels que la lutte contre le crime organisé, la défense de l'environnement et la protection des consommateurs. De même, les Français sont en majorité favorables à une politique commune en matière de défense et d'immigration.

On remarque en revanche un décalage très prononcé par rapport aux priorités affichées par les institutions communautaires : la réforme des institutions (prioritaire pour 52% des Français) et l'accueil de nouveaux membres (prioritaire pour 17%) arrivent ainsi aux dernières places.

Le principe d'une Constitution européenne est bien accueilli par une majorité de Français : 59% s'y disent favorables et à peine 8% hostiles. Interrogés sur le mode de désignation du président de la Commission, les Français voudraient analogue à celui de leur président de la République. Ils privilégient l'élection au suffrage universel (41%), ce qui les distingue des autres Européens. Les autres questions institutionnelles suscitent généralement peu d'intérêt.

Comme pour l'élargissement, une action d'information sur l'avenir de l'Europe semble donc plus que jamais indispensable. La qualité des supports d'information – Internet, brochures, Cd-Rom – de la Commission n'est pas en cause. On peut être plus réservé sur l'utilisation qu'en fait effectivement le grand public. Selon les données du sondage, seules 10% et 1% des personnes interrogées se servent d'Internet et de Cd-Roms pour se renseigner sur les activités de l'Union européenne. Pour être efficace, toute action d'information doit être conjuguée à une action de formation. L'Education nationale et les universités sont évidemment des partenaires qu'il conviendrait dans cette optique de privilégier. Les campagnes d'information sur l'euro ont montré qu'il était possible d'organiser de séances de formation dans les lieux de travail et de socialisation. Une action d'une ampleur comparable est nécessaire pour expliquer les enjeux du débat sur l'avenir de l'Europe. Enfin, à défaut d'une utilisation de moyens de communication de masse (campagnes d'affichage massif, télévision, radio), on peut être très réservé sur l'issue d'une consultation sur les questions européennes...

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 29 mars et le 1^{er} mai 2002, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA in Belgium – I.C.O. et de GfK Worldwide, a réalisé la vague 57.1 de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Presse et communication, Secteur Opinion publique.

L'EUROBAROMETRE 57.1 couvre la population - ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nème adresse) ont ensuite été sélectionnées par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES DE TERRAIN	POPULATION 15+ (x 000)
Belgique	INRA in BELGIUM	1045	29/03 – 30/04	8,326
Danemark	GfK DANMARK	1000	29/03 – 30/04	4,338
Allemagne(Est)	INRA DEUTSCHLAND	1051	29/03 – 28/04	13,028
Allemagne(Ouest)	INRA DEUTSCHLAND	1000	29/03 – 28/04	55,782
Grèce	MARKET ANALYSIS	1002	29/03 – 28/04	8,793
Espagne	INRA ESPAÑA	1000	29/03 – 28/04	33,024
France	CSA-TMO	1010	02/04 – 29/04	46,945
Irlande	LANSLOWNE Market Research	984	29/03 – 25/04	2,980
Italie	INRA Demoskopea	1000	29/03 – 28/04	49,017
Luxembourg	ILRes	602	29/03 – 30/04	364
Pays-Bas	INTOMART	997	29/03 – 28/04	12,705
Autriche	SPECTRA	1000	29/03 – 28/04	6,668
Portugal	METRIS	1000	29/03 – 28/04	8,217
Finlande	MDC MARKETING RESEARCH	1010	29/03 – 28/04	4,165
Suède	GfK SVERIGE	1000	01/04 – 01/05	7,183
Grande-Bretagne	MARTIN HAMBLIN LTD	1004	30/03 – 24/04	46,077
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	307	03/04 – 22/04	1,273
Nombre total d'interviews		15987		

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT dans l'Annuaire des Statistiques Régionales (données de 1997). Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète en anglais et en français. Ces résultats sont exprimés en pourcentage calculé sur la base totale. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Les résultats sont publiés régulièrement sur le site Internet de la CE: <http://europa.eu.int/comm/dg10/epo>. Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-50869 Köln-Lindenthal), disponibles via la banque de données CESSDA <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

QUESTIONNAIRE

Q.2. Quand vous êtes entre amis, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps, ou jamais de discuter politique ?

Souvent.....	6	1
De temps en temps.....	2	
Jamais.....	3	
NSP.....	4	

EB56.2 - Q.2 - TREND

Q.3. Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il ... ? (LIRE)

souvent.....	7	1
de temps en temps.....	2	
rarement.....	3	
jamais.....	4	
NSP.....	5	

EB56.2 - Q.3 - TREND

Q.4. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ? (LIRE)

Très satisfait(e).....	8	1
Plutôt satisfait(e).....	2	
Plutôt pas satisfait(e).....	3	
Pas du tout satisfait(e).....	4	
NSP.....	5	

EB56.2 - Q.4 - TREND

Q.5. Si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?

S'est amélioré.....	9	1
Restée la même.....	2	
S'est dégradée.....	3	
NSP.....	4	

EB55.1 - Q.8 - TREND

Q.6. Au cours des cinq années à venir, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, reste à peu près la même ou se dégrade ?

S'améliore.....	10	1
Reste à peu près la même.....	2	
Se dégrade.....	3	
NSP.....	4	

EB55.1 - Q.9 - TREND

Q.7. Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez ou non ?

LIRE	CRAINT	NE CRAINT PAS	NSP
1. Une guerre mondiale	11 1	2	3
2. Un conflit nucléaire en Europe	12 1	2	3
3. Une guerre conventionnelle en Europe (ni nucléaire, ni bactériologique, ni chimique)	13 1	2	3
4. Un lancement accidentel d'un missile nucléaire	14 1	2	3
5. Un accident dans une centrale nucléaire	15 1	2	3
6. La prolifération des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques de destruction massive	16 1	2	3
7. Des conflits ethniques en Europe	17 1	2	3
8. Le terrorisme	18 1	2	3
9. Le crime organisé	19 1	2	3
10. Les épidémies	20 1	2	3

EB56.2 - Q.35 - TREND

Q.8. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1. La presse écrite	21 1	2	3
2. La radio	22 1	2	3
3. La télévision	23 1	2	3
4. La justice / le système judiciaire Français	24 1	2	3
5. La police	25 1	2	3
6. L'armée	26 1	2	3
7. Les institutions religieuses	27 1	2	3
8. Les syndicats	28 1	2	3
9. Les partis politiques	29 1	2	3
10. L'administration publique	30 1	2	3
11. Les grandes entreprises	31 1	2	3
12. Le gouvernement Français	32 1	2	3
13. L'Assemblée Nationale	33 1	2	3
14. L'Union européenne	34 1	2	3
15. L'organisation des Nations Unies	35 1	2	3
16. Les organisations non-gouvernementales (ONG)	36 1	2	3
17. Les associations bénévoles ou caritatives	37 1	2	3

EB56.2 - Q.34 - TREND

Q.9. En général, quelle attention accordez-vous aux informations (nouvelles) sur les sujets suivants ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

LIRE	BEAUCOUP D'ATTENTION	UN PEU D'ATTENTION	PAS D'ATTENTION DU TOUT	NSP
1. La politique	38 1	2	3	4
2. Les problèmes sociaux tels que l'éducation, les soins de santé, la pauvreté, etc.	39 1	2	3	4
3. L'Union européenne	40 1	2	3	4
4. L'économie	41 1	2	3	4
5. Le sport	42 1	2	3	4
6. L'environnement	43 1	2	3	4
7. La politique étrangère / les affaires internationales	44 1	2	3	4
8. La culture	45 1	2	3	4

EB55.1 - Q.12 - TREND

Q.10. En utilisant cette échelle, combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

LIRE	NE SAIT RIEN DU TOUT											EN SAIT BEAUCOUP	NSP
46 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			11	

EB56.2 - Q.14 - TREND

Q.11. Quand vous désirez obtenir des informations sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ? Et encore ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Réunions, meetings.....	47	1,	
Discussions avec la famille, les amis, les collègues.....		2,	
Journaux quotidiens.....		3,	
Autres journaux, magazines.....		4,	
Télévision.....		5,	
Radio.....		6,	
Internet.....		7,	
Livres, brochures, fiches d'information.....		8,	
CD-Rom.....		9,	
Panneaux d'information sur l'Union européenne dans les bibliothèques, mairies, gares, postes.....		10,	
Bureaux d'information de l'Union européenne, Euro-info Centres, Euro-info points, Euro-bibliothèques, etc.....		11,	
Bureaux d'information des administrations nationales ou locales.....		12,	
Associations professionnelles ou syndicats.....		13,	
Autres organisations (organisations de consommateurs, etc.).....		14,	
Un membre du Parlement européen ou un membre de l'Assemblée Nationale.....		15,	
Autres (SPONTANE).....		16,	
Ne cherche jamais ce type d'information, pas intéressé (SPONTANE).....		17,	ALLER A LA Q.13
NSP.....		18,	

EB56.2 - Q.16 - TREND

NE PAS POSER A CEUX QUI ONT REPONDU "NE CHERCHE JAMAIS CE TYPE D'INFORMATION, PAS INTERESSE", CODE 17 EN Q.11

Q.12. En général, sous quelle forme préféreriez-vous obtenir des informations concernant l'Union européenne ? Et ensuite ?
(MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Un petit dépliant vous donnant juste un aperçu.....	48	1,
Une brochure plus détaillée.....		2,
Un livre vous donnant une description complète.....		3,
Une cassette vidéo.....		4,
Sur Internet.....		5,
Un CD-rom.....		6,
Un terminal d'ordinateur vous permettant de consulter des banques de données...		7,
A la télévision.....		8,
A la radio.....		9,
Dans les journaux quotidiens.....		10,
Dans d'autres journaux, magazines.....		11,
Sur des panneaux d'affichage publicitaire.....		12,
Je ne souhaite pas recevoir d'information sur l'Union européenne (SPONTANE)....		13,
Sous aucune de ces formes (SPONTANE).....		14,
NSP.....		15,

EB56.2 - Q.17 - TREND

A TOUS

Q.13. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour la France de faire partie de l'Union européenne est ... ?

une bonne chose.....	49	1
une mauvaise chose.....		2
une chose ni bonne, ni mauvaise.....		3
NSP.....		4

EB56.2 - Q.18 - TREND

Q.14. Tout bien considéré, estimez-vous que la France a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Bénéficié.....	50	1
Pas bénéficié.....		2
NSP.....		3

EB56.2 - Q.19 - TREND

Q.15. En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Très positive.....	51	1
Assez positive.....		2
Neutre.....		3
Assez négative.....		4
Très négative.....		5
NSP.....		6

EB55.1 - Q.19 - TREND

Q.16. Pensez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne vous a personnellement apporté ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

beaucoup plus d'avantages.....	52	1
plus d'avantages.....		2
autant d'avantages que de désavantages.....		3
plus de désavantages.....		4
beaucoup plus de désavantages.....		5
NSP.....		6

EB55.1 - Q.20 - TREND

Q.17. Si on annonçait demain que l'Union européenne est abandonnée, éprouveriez-vous de grands regrets, de l'indifférence ou un vif soulagement ?

De grands regrets.....	53	1
De l'indifférence.....		2
Un vif soulagement.....		3
NSP.....		4

EB55.1 - Q.21 - TREND

Q.18. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES - ROTATION DE HAUT EN BAS / DE BAS EN HAUT)

La paix.....	54	1,
La prospérité économique.....		2,
La protection sociale.....		3,
La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'Union européenne...		4,
La diversité culturelle.....		5,
Une voix plus importante dans le monde.....		6,
L'euro.....		7,
Le chômage.....		8,
La bureaucratie.....		9,
Un gaspillage d'argent.....		10,
La perte de notre identité culturelle.....		11,
Plus de criminalité.....		12,
Pas assez de contrôles aux frontières extérieures.....		13,
Autre (SPONTANE).....		14,
NSP.....		15,

EB57.1 - NOUVEAU

Q.19. Avez-vous déjà entendu parler ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1. du Parlement européen	55 1	2	3	
2. de la Commission européenne	56 1	2	3	
3. du Conseil des Ministres de l'Union européenne	57 1	2	3	
4. de la Cour de Justice de l'Union européenne	58 1	2	3	
5. du Médiateur européen / l'Ombudsman	59 1	2	3	
6. de la Banque Centrale européenne	60 1	2	3	
7. de la Cour des Comptes européenne	61 1	2	3	
8. du Comité des Régions de l'Union européenne	62 1	2	3	
9. du Comité Economique et Social de l'Union européenne	63 1	2	3	
10. de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne (N)	64 1	2	3	

EB56.2 - Q.24 - TREND MODIFIE

Q.20. Et pour chacune des institutions européennes suivantes, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas dans la vie de l'Union européenne ?

	LIRE	IMPORTANT	PAS IMPORTANT	NSP
1. Le Parlement européen	65 1	2	3	
2. La Commission européenne	66 1	2	3	
3. Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	67 1	2	3	
4. La Cour de Justice de l'Union européenne	68 1	2	3	
5. Le Médiateur européen / l'Ombudsman	69 1	2	3	
6. La Banque Centrale européenne	70 1	2	3	
7. La Cour des Comptes européenne	71 1	2	3	
8. Le Comité des Régions de l'Union européenne	72 1	2	3	
9. Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	73 1	2	3	
10. La Convention sur l'avenir de l'Union européenne (N)	74 1	2	3	

EB56.2 - Q.25 - TREND MODIFIE

Q.21. Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1. Le Parlement européen	75 1	2	3	
2. La Commission européenne	76 1	2	3	
3. Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	77 1	2	3	
4. La Cour de Justice de l'Union européenne	78 1	2	3	
5. Le Médiateur européen / l'Ombudsman	79 1	2	3	
6. La Banque Centrale européenne	80 1	2	3	
7. La Cour des Comptes européenne	81 1	2	3	
8. Le Comité des Régions de l'Union européenne	82 1	2	3	
9. Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	83 1	2	3	
10. La Convention sur l'avenir de l'Union européenne (N)	84 1	2	3	

EB56.2 - Q.26 - TREND MODIFIE

POSER QUESTIONS Q.22 ET Q.23 UNIQUEMENT EN ESPAGNE

Q.22. Dans l'Union européenne, chaque Etat membre préside, à son tour, le Conseil des Ministres pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est le tour de l'Espagne. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision quelque chose au sujet de la présidence espagnole ?

Oui..... 85 1
Non..... 2
NSP..... 3

EB56.2 - Q.28 - TREND MODIFIE

Q.23. Que vous ayez ou non entendu parler de quelque chose à ce sujet, pensez-vous que c'est ou non important que l'Espagne préside en ce moment le Conseil des Ministres de l'Union européenne ? Diriez-vous que c'est ... ? (LIRE)

très important..... 86 1
important..... 2
pas très important..... 3
pas du tout important..... 4
NSP..... 5

EB56.2 - Q.29 - TREND MODIFIE

A TOUS

Q.24. a) Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le gouvernement Français ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT FRANCAIS	L'UNION EUROPEENNE	NSP
1. La défense	87 1	2	3
2. La protection de l'environnement	88 1	2	3
3. La monnaie	89 1	2	3
4. L'aide humanitaire	90 1	2	3
5. La santé et la sécurité sociale	91 1	2	3
6. Les règles de base en matière de radio, de télévision et de presse	92 1	2	3
7. La lutte contre la pauvreté / l'exclusion sociale	93 1	2	3
8. La lutte contre le chômage	94 1	2	3
9. L'agriculture et la politique de la pêche	95 1	2	3
10. L'aide aux régions qui ont des difficultés économiques	96 1	2	3
11. L'enseignement	97 1	2	3
12. La recherche scientifique et technologique	98 1	2	3
13. L'information sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	99 1	2	3
14. La politique étrangère à l'égard des pays extérieurs à l'Union européenne	100 1	2	3
15. La politique culturelle	101 1	2	3

EB56.2 - Q.30.a - TREND

Q.24. b) Et pour chacun des domaines suivants ?

LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT (NATIONAL)	L'UNION EUROPEENNE	NSP
1. La politique d'immigration	102 1	2	3
2. Les règles en matière d'asile politique	103 1	2	3
3. La lutte contre le crime organisé	104 1	2	3
4. La police	105 1	2	3
5. La justice	106 1	2	3
6. L'accueil des réfugiés	107 1	2	3
7. La prévention de la délinquance juvénile	108 1	2	3
8. La prévention de la délinquance urbaine	109 1	2	3
9. La lutte contre la drogue	110 1	2	3
10. La lutte contre le trafic et l'exploitation d'êtres humains	111 1	2	3
11. La lutte contre le terrorisme international (N)	112 1	2	3
12. S'attaquer aux défis posés par le vieillissement de la population (N)	113 1	2	3

EB56.2 - Q.30.b - TREND MODIFIE

Q.25. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre ?

LIRE - ROTATION	POUR	CONTRE	NSP
1. Une Union Monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	114 1	2	3
2. Une politique étrangère commune vis-à-vis des autres pays	115 1	2	3
3. Une politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union européenne	116 1	2	3
4. L'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays	117 1	2	3
5. Le fait que l'Union européenne soit responsable des affaires qui ne peuvent pas être efficacement réglées par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux	118 1	2	3
6. La démission du Président de la Commission européenne et des Commissaires européens s'ils n'ont pas la confiance d'une majorité du Parlement européen	119 1	2	3
7. Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent	120 1	2	3

EB56.2 - Q.31 - TREND

Q.26. Je vais maintenant vous citer un certain nombre d'actions que pourrait poursuivre l'Union européenne. Pour chacune d'elles, pourriez-vous me dire si, à votre avis, elle doit être une priorité ou pas ?

LIRE	PRIORITE	PAS PRIORITE	NSP
1. Accueillir de nouveaux pays membres	121 1	2	3
2. Etre plus proche des citoyens européens, par exemple en les informant davantage sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	122 1	2	3
3. Réussir la mise en place de la monnaie unique européenne, l'euro	123 1	2	3
4. Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	124 1	2	3
5. Protéger l'environnement	125 1	2	3
6. Garantir la qualité des produits alimentaires	126 1	2	3
7. Protéger les consommateurs et garantir la qualité des autres produits	127 1	2	3
8. Lutter contre le chômage	128 1	2	3
9. Réformer les institutions de l'Union européenne et leur fonctionnement	129 1	2	3
10. Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue	130 1	2	3
11. Affirmer l'importance politique et diplomatique de l'Union européenne dans le monde	131 1	2	3
12. Préserver la paix et la sécurité en Europe	132 1	2	3
13. Garantir les droits de l'individu et le respect des principes démocratiques en Europe	133 1	2	3
14. Lutter contre le terrorisme(N)	134 1	2	3
15. S'attaquer aux défis posés par le vieillissement de la population (N)	135 1	2	3

EB56.2 - Q.32 - TREND MODIFIE

Q.27. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Français uniquement.....	136 1
Français et Européen.....	2
Européen et Français.....	3
Européen uniquement.....	4
NSP.....	5

EB56.2 - Q.6 - TREND

Q.28. Diriez-vous que vous êtes très fièr(e), assez fièr(e), assez peu fièr(e), pas du tout fièr(e) d'être Français ? (UNE SEULE REPONSE)

Très fièr(e).....	137 1
Assez fièr(e).....	2
Assez peu fièr(e).....	3
Pas du tout fièr(e).....	4
NSP.....	5

EB56.2 - Q.7 - TREND

Q.29. Et diriez-vous que vous êtes très fièr(e), assez fièr(e), assez peu fièr(e), pas du tout fièr(e) d'être Européen ? (UNE SEULE REPONSE)

Très fièr(e).....	138	1
Assez fièr(e).....		2
Assez peu fièr(e).....		3
Pas du tout fièr(e).....		4
NSP.....		5

EB56.2 - Q.8 - TREND

Q.30. L'Union européenne vous donne-t-elle un sentiment d' / de ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

enthousiasme.....	139	1,
espoir.....		2,
confiance.....		3,
indifférence.....		4,
inquiétude.....		5,
méfiance.....		6,
rejet.....		7,
NSP.....		8,

EB57.1 - NOUVEAU

Q.31. Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant l'Europe qui se construit, l'Union européenne. Voici une liste de choses que certains disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez actuellement, ou pas ?

LIRE	CRAINT ACTUELLEMENT		NE CRAINT PAS ACTUELLEMENT		NSP
1. Une crise économique (M)	140	1	2	3	
2. Une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international	141	1	2	3	
3. Une augmentation du chômage (M)	142	1	2	3	
4. La perte d'avantages sociaux	143	1	2	3	
5. La perte de notre identité et de notre culture nationales	144	1	2	3	
6. Les décisions imposées par les grands pays membres	145	1	2	3	
7. La France n'existera plus vraiment	146	1	2	3	

EB55.0 - Q.23.a - TREND MODIFIE

NE PAS POSER EN DK, S ET UK

Q.32. Le 1er janvier 2002, l'euro a remplacé le Franc. Estimez-vous que c'est ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

une très bonne chose.....	147	1
plutôt une bonne chose.....		2
une chose ni bonne, ni mauvaise.....		3
plutôt une mauvaise chose.....		4
une très mauvaise chose.....		5
NSP.....		6

EB56.2 - Q.38 - TREND MODIFIE

POSER UNIQUEMENT EN DK, S ET UK

Q.33. Si l'euro remplaçait notre (MONNAIE NATIONALE), estimez-vous que ce serait ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

une très bonne chose.....	148	1
plutôt une bonne chose.....		2
une chose ni bonne, ni mauvaise.....		3
plutôt une mauvaise chose.....		4
une très mauvaise chose.....		5
NSP.....		6

EB57.1 - NOUVEAU

A TOUS

Q.34. A propos de l'utilisation de l'euro, vous sentez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

très à l'aise.....	149	1
plutôt à l'aise.....		2
plutôt pas à l'aise.....		3
pas du tout à l'aise.....		4
NSP.....		5

EB56.2 - Q.39 - TREND

-----+
 | PARLONS MAINTENANT D'UN AUTRE SUJET : L'ELARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE |
 -----+

Q.35. Laquelle de ces 3 options préférez-vous pour l'avenir immédiat de l'Union européenne? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

L'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie..... 150 1

L'union européenne devrait s'élargir seulement à certains des pays qui souhaitent en faire partie..... 2

L'Union européenne ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire..... 3

Aucune de celles-ci (SPONTANE)..... 4

NSP..... 5

EB56.2 - Q.41 - TREND

Q.36. a) Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'Union européenne ?

	LIRE - ROTATION	EN FAVEUR	CONTRE	NSP
1. République tchèque	151 1	2	3	
2. Slovaquie	152 1	2	3	
3. Pologne	153 1	2	3	
4. Hongrie	154 1	2	3	
5. Roumanie	155 1	2	3	
6. Slovénie	156 1	2	3	
7. Estonie	157 1	2	3	
8. Lettonie	158 1	2	3	
9. Lituanie	159 1	2	3	
10. Bulgarie	160 1	2	3	
11. Chypre	161 1	2	3	
12. Malte	162 1	2	3	
13. Turquie	163 1	2	3	

EB56.2 - Q.42.a - TREND

Q.36. b) Et pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'Union européenne ?

	LIRE - ROTATION	EN FAVEUR	CONTRE	NSP
1. Suisse	164 1	2	3	
2. Norvège	165 1	2	3	
3. Bosnie-Herzégovine	166 1	2	3	
4. Croatie	167 1	2	3	
5. Ancienne République yougoslave de Macédoine	168 1	2	3	
6. Yougoslavie (République fédérale)	169 1	2	3	
7. Islande	170 1	2	3	
8. Albanie	171 1	2	3	

EB56.2 - Q.42.b - TREND

Q.37. Après les élargissements prévus de l'Union européenne, le nombre d'Etats membres passera de 15 à plus de 25. A votre avis, les décisions de l'Union européenne devraient-elles alors être prises ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

à l'unanimité de tous les Etats membres..... 172 1

à la majorité des Etats membres..... 2

Cela dépend (SPONTANE) (N)..... 3

NSP..... 4

EB56.2 - Q.45 - TREND MODIFIE

Q.38. En pensant à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays d'Europe, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

LIRE - ROTATION	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1. Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus la paix et la sécurité en Europe seront garanties	173 1	2	3
2. L'élargissement ne coûtera pas plus cher aux pays déjà membres comme la France	174 1	2	3
3. Après l'élargissement à de nouveaux pays, la France aura moins d'importance en Europe	175 1	2	3
4. Plus il y aura de pays membres, plus il y aura de chômage en France	176 1	2	3
5. L'Union européenne devrait aider financièrement les futurs Etats membres même avant leur adhésion	177 1	2	3
6. Quand d'autres pays l'auront rejointe, la France recevra moins d'aides financières de l'Union européenne	178 1	2	3
7. Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne	179 1	2	3
8. Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde	180 1	2	3
9. Avec plus de pays membres, l'Europe sera plus riche sur le plan culturel	181 1	2	3
10. Il faut que l'Union européenne réforme le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux membres	182 1	2	3

EB56.2 - Q.46 - TREND

Q.39. Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé(e) à propos de l'élargissement, c'est-à-dire l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne. Vous sentez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

très bien informé(e)..... 183 1

bien informé(e)..... 2

pas très bien informé(e)..... 3

pas bien informé(e) du tout..... 4

NSP..... 5

EB55.0 - Q.9 - TREND

Q.40. Pensez-vous que l'Union européenne doit avoir ou pas une Constitution ?

Oui..... 184 1

Non..... 2

NSP..... 3

EB55.1 - Q.27 - TREND

Q.41. Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre propre opinion ? Le président de la Commission européenne devrait être ... (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

nommé par les chefs d'Etats des gouvernements de l'Union européenne.....	185	1
élu par la majorité du Parlement européen.....		2
élu directement par les citoyens de l'Union européenne.....		3
Autres (SPONTANE).....		4
NSP.....		5

EB57.1 - NOUVEAU

Q.42. Dans l'Union européenne, pour les décisions les plus importantes ou les plus sensibles, chaque Etat membre dispose d'un droit de veto. Autrement dit, tout pays peut bloquer une telle décision, même si les autres pays la soutiennent. Ce droit de veto devrait ... (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

être conservé pour préserver les intérêts nationaux.....	186	1
être abandonné pour rendre l'Union européenne plus efficace.....		2
NSP.....		3

EB57.1 - NOUVEAU

Q.43. Actuellement chaque Etat membre reverse une partie de ses recettes fiscales à l'Union européenne. Préférez-vous verser cette contribution directement à l'Union européenne ?

Oui.....	187	1
Non.....		2
NSP.....		3

EB57.1 - NOUVEAU

DEMOGRAPHIQUES

A TOUS

D.1. A propos de politique, les gens parlent de "droite" et de "gauche".
 Vous-même, voudriez-vous situer votre position sur cette échelle ?
 (MONTRER CARTE - NE RIEN SUGGERER. LA PERSONNE DOIT SE SITUER DANS UNE CASE, SI ELLE HESITE, INSISTER)

	GAUCHE											DROITE
	253	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	

Refus..... 254 1
 NSP..... 2

EB57.0 - D.1 - DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D2 A D6

D.7. Pouvez-vous m'indiquer la lettre qui correspond le mieux à votre situation actuelle ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Marié..... 255 1
 Remarié..... 2
 Célibataire qui vit actuellement en couple..... 3
 Célibataire n'ayant jamais vécu en couple..... 4
 Célibataire ayant déjà vécu en couple dans le passé mais actuellement seul.... 5
 Divorcé..... 6
 Séparé..... 7
 Veuf/Veuve..... 8
 Autre (SPONTANE)..... 9
 Refus (SPONTANE)..... 10

EB57.0 - D.7 - DEMO TREND

D.8. A quel âge avez-vous arrêté vos études à temps complet ? (SI ETUDIE ENCORE : CODIFIER 00)

+---+ 256
 | | |
 | | |
 +---+

EB57.0 - D.8 - DEMO TREND

PAS DE QUESTION D9

D.10. SEXE DU REPONDANT

Homme..... 257 1
 Femme..... 2

EB57.0 - D.10 - DEMO TREND

D.11. Quel est votre âge ?

+---+ 258
 | | |
 | | |
 +---+

EB57.0 - D.11 - DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D12 A D14

D.15 a) Quelle est votre profession actuelle ?
b) (SI PAS D'ACTIVITE ACTUELLE - CODES 1 A 4 EN D.15.a) Exerciez-vous une activité professionnelle rémunérée auparavant ? Laquelle en dernier lieu ?

	a) PROFESSION ACTUELLE	b) PROFESSION AUPARAVANT
INACTIFS		
En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle	259 1	
Etudiants	2	
Au chômage/temporairement sans emploi	3	
A la retraite ou en congé de maladie prolongé	4	
INDEPENDANTS		
Agriculteur exploitant	5	260 1
Pêcheur	6	2
Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte,...)	7	3
Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant	8	4
Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9	5
SALARIES		
Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte)	10	6
Cadre supérieur/dirigeant (PDG/DG, Directeur)	11	7
Cadre moyen	12	8
Employé travaillant la plupart du temps devant un bureau	13	9
Employé ne travaillant pas devant un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant,...)	14	10
Employé ne travaillant pas devant un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompiers,...)	15	11
Contremaître, agent de maîtrise	16	12
Ouvrier qualifié	17	13
Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	18	14
N'A JAMAIS EXERCE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REMUNEREE		15

EB57.0 - D.15.a&b - DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D16 A D18

A TOUS

D.19. Etes-vous la personne qui apporte le revenu principal au foyer ? (LIRE)

Oui.....	261	1
Non.....		2
Les deux de façon égale.....		3
NSP.....		4

EB57.0 - D.19 - DEMO TREND

PAS DE QUESTION D20

D.21. (SI CODE 2 EN D.19)

a) Quelle est la profession actuelle de la personne qui apporte le revenu principal du foyer ?

b) (SI PAS D'ACTIVITE ACTUELLE - CODES 1 A 4 EN D.21.a) Exerçait-il une activité professionnelle rémunérée auparavant ?
Laquelle en dernier lieu ?

	PROFESSION ACTUELLE	PROFESSION AUPARAVANT
INACTIFS		
En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle	262 1	
Etudiants	2	
Au chômage/temporairement sans emploi	3	
A la retraite ou en congé de maladie prolongé	4	
INDEPENDANTS		
Agriculteur exploitant	5	263 1
Pêcheur	6	2
Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte,...)	7	3
Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant	8	4
Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9	5
SALARIES		
Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte)	10	6
Cadre supérieur/dirigeant (PDG/DG, Directeur)	11	7
Cadre moyen	12	8
Employé travaillant la plupart du temps dans un bureau	13	9
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant,...)	14	10
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompiers,...)	15	11
Contremaître, agent de maîtrise	16	12
Ouvrier qualifié	17	13
Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	18	14
N'A JAMAIS EXERCE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REMUNEREE		15

EB57.0 - D.21.a&b - DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D22 A D24

A TOUS

D.25. Diriez-vous que que vous vivez... ? (LIRE)

dans une commune rurale.....	264 1
dans une ville petite ou moyenne.....	2
dans une grande ville.....	3
NSP.....	4

EB57.0 - D.25 - DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D26 A D28

D.29. Nous désirons en plus des informations sur les revenus des foyer pour analyser les résultats de cette étude selon les différents types. Voici une série de revenus mensuels (MONTRER CARTE). Veuillez compter l'ensemble des gains et salaires MENSUELS de tous les membres du foyer, toutes pensions ou allocations sociales ou familiales comprises, ainsi que tout autre revenu tel que les loyers,... Bien-sûr, votre réponse, comme toutes celles de cette interview sera traitée confidentiellement et toute référence à vous ou votre foyer sera impossible. Veuillez me donner la lettre correspondant aux revenus de votre foyer et ce, avant toutes taxes ou déductions.

B.....	265	1
T.....		2
P.....		3
F.....		4
E.....		5
H.....		6
L.....		7
N.....		8
R.....		9
M.....		10
S.....		11
K.....		12
Refus.....		13
NSP.....		14

EB57.0 - D.29 - DEMO TREND